



GIE Réseau des CERC

Cellules Economiques Régionales
de la Construction

Tableau de bord de conjoncture de la filière Construction

GIE Réseau des CERC

Comparaisons inter-régionales

Bilan 2014

et rétrospective des trois dernières années

Juin 2015

Bilan 2014 : quelques chiffres clés

Logements autorisés <i>Année 2014 (évol 1 an) en date réelle estimée (DRE)</i>	374 800 lgts	-10,7%	▼
Logements mis en chantier <i>Année 2014 (évol 1 an) en date réelle estimée (DRE)</i>	355 800 lgts	-10,3%	▼
Surface de locaux autorisés <i>Année 2014 (évol 1 an) en milliers de m² en date de prise en compte (DPC)</i>	36 206 milliers m²	-12,5%	▼
Surface de locaux mis en chantier <i>Année 2014 (évol 1 an) en milliers de m² en date de prise en compte (DPC)</i>	25 305 milliers m²	-8,8%	▼
Travaux Publics réalisés <i>Année 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	42,4 milliards €	-3,9%	▼
Marchés Travaux Publics conclus <i>Année 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	28,5 milliards €	-7,5%	▼
Carnets de commandes des Travaux Publics * <i>Moyenne en 2014 (évol 1 an) - en nombre de mois</i>	5,3 mois	-0,7 mois	▼
Production BPE * <i>Année 2014 en m³</i>	36 465 877 m³	-6,0%	▼
Production Granulats * <i>Année 2014 en milliers de tonnes</i>	319 310 kt	-6,4%	▼
Consommation ciment * <i>Année 2014 en milliers de tonnes</i>	18 165 kt	-5,4%	▼
Crédits nouveaux à l'habitat des particuliers <i>Année 2014 (évol 1 an) - en milliards d'euros</i>	114,1 milliards €	-18,8%	▼
Emplois salariés dans la Construction <i>A la fin du 4^e trimestre 2014 (évol 1 an)</i>	1 398 309 sal.	-2,6%	▼
Intérimaires Bâtiment <i>Intérim Bâtiment en 2014 (en moyenne annuelle, évol 1 an)</i>	73 200 ETP	-6,7%	▼
Intérimaires Travaux Publics <i>Intérim Travaux Publics en 2014 (en moyenne annuelle, évol 1 an)</i>	25 738 ETP	-16,1%	▼

Le Bâtiment

Comparaisons inter-régionales

Quelle dynamique pour la construction neuve de logements ?

En France :

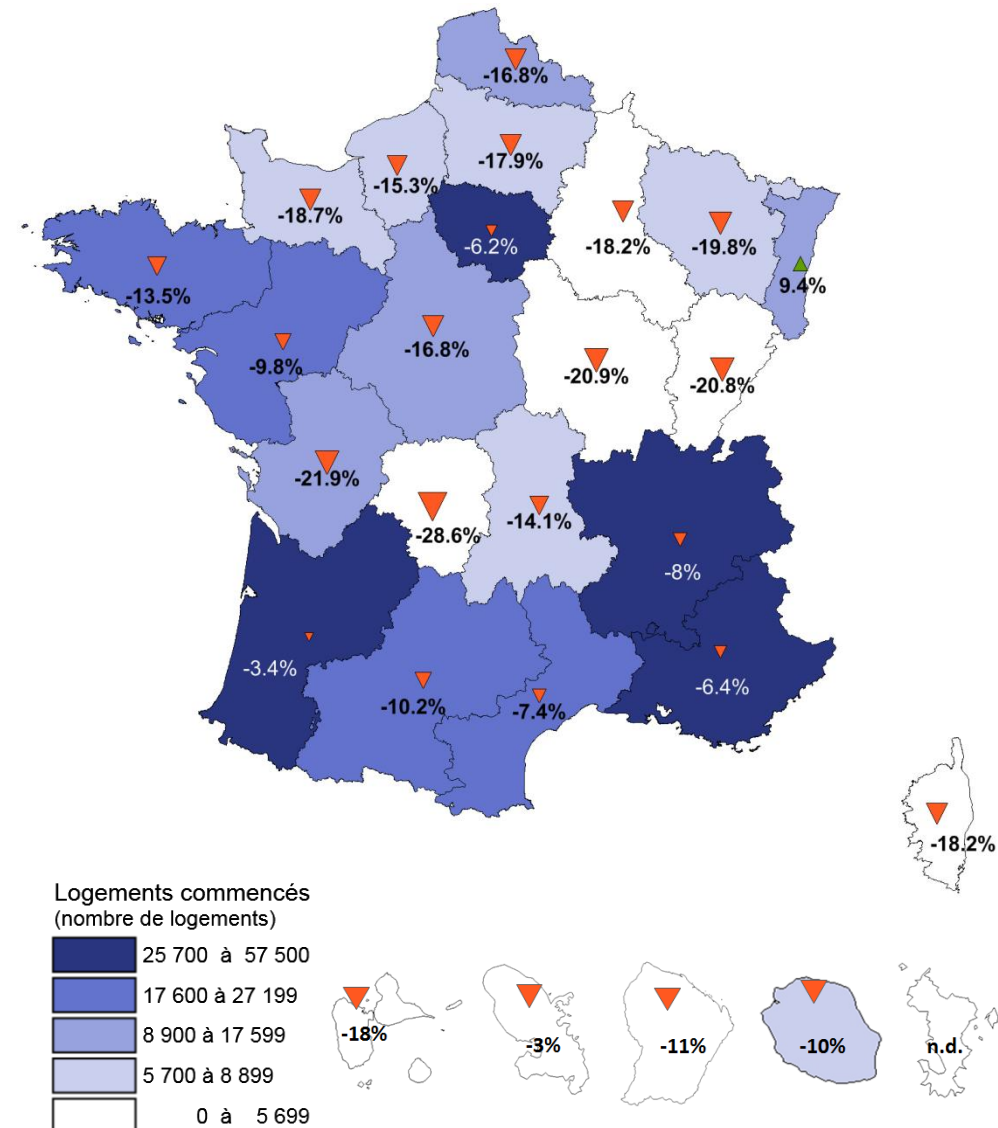
Avec 355 800 logements mis en chantier, l'année 2014 enregistre un repli marqué (-10,3%). Sur les trois dernières années, le recul s'établit à 16%.

Les mises en chantier de logements (date réelle estimée)	Année 2014 - Evol 1 an		
Total logements commencés	355 800 lgts	-10,3%	▼
Dont individuels purs	104 600 lgts	-18,6%	▼
Dont individuels groupés	38 900 lgts	-22,4%	▼
Dont collectifs	186 200 lgts	-5,1%	▼
Dont résidences	26 100 lgts	+19,2%	▲

Dans les régions :

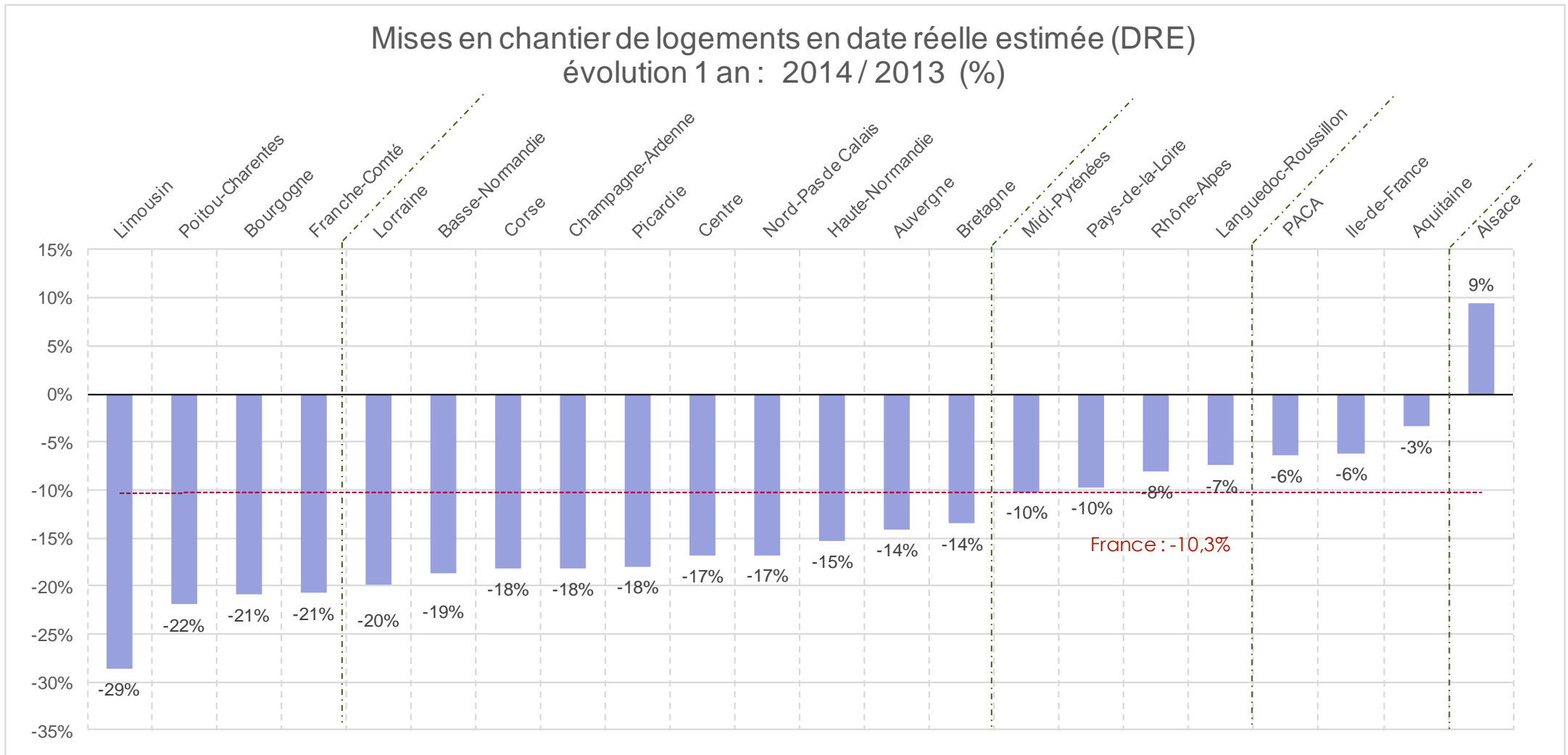
En 2014, les mises en chantier de logements ont baissé dans la totalité des régions à l'exception de l'Alsace.

Logements commencés en 2014, évol. 1 an
(date réelle estimée)



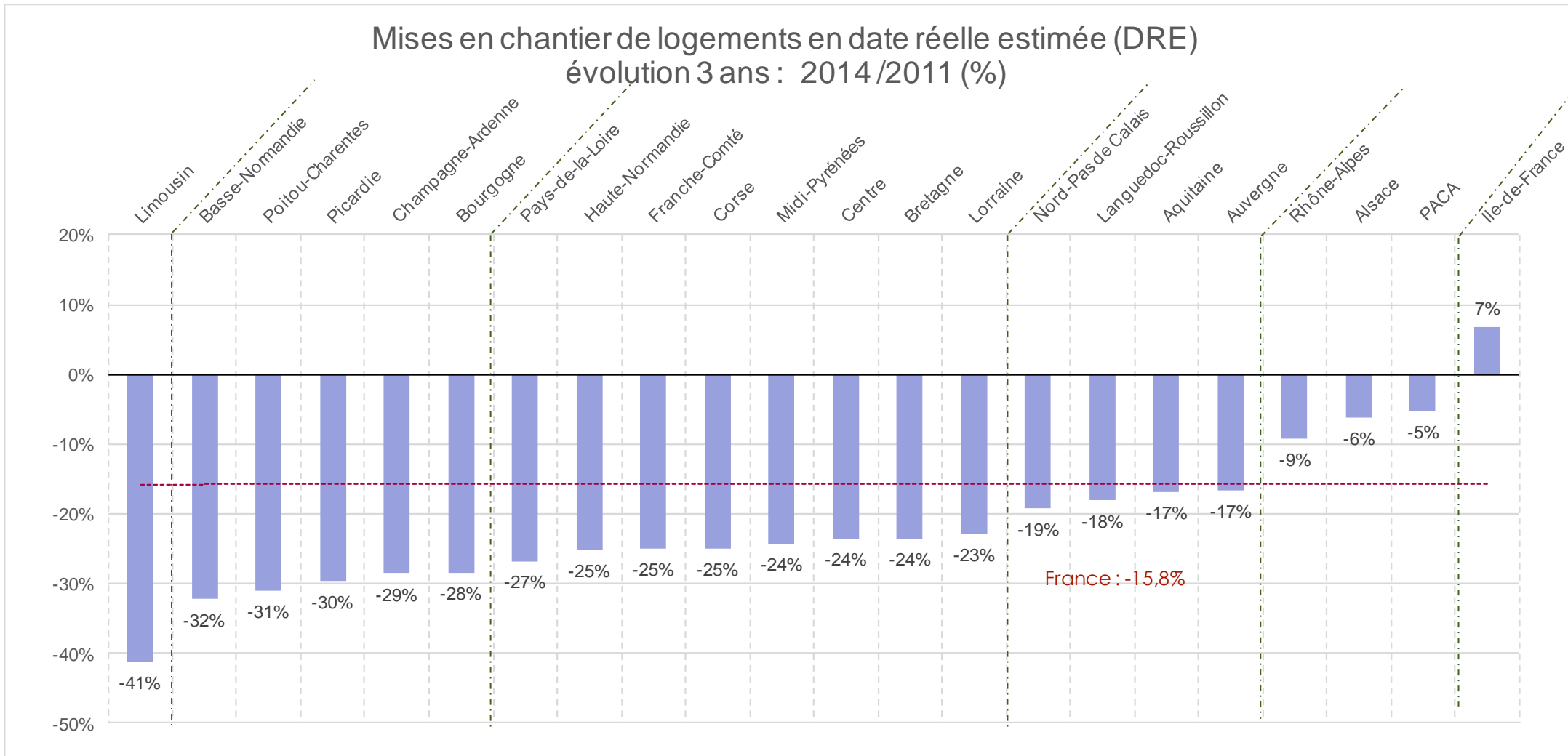
Quelle dynamique pour la construction neuve de logements ?

En 2014, nous distinguons cinq groupes de régions quant à l'évolution des mises en chantier.



Source : Sit@del2, estimations à fin mars 2015 ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelle dynamique pour la construction neuve de logements ?

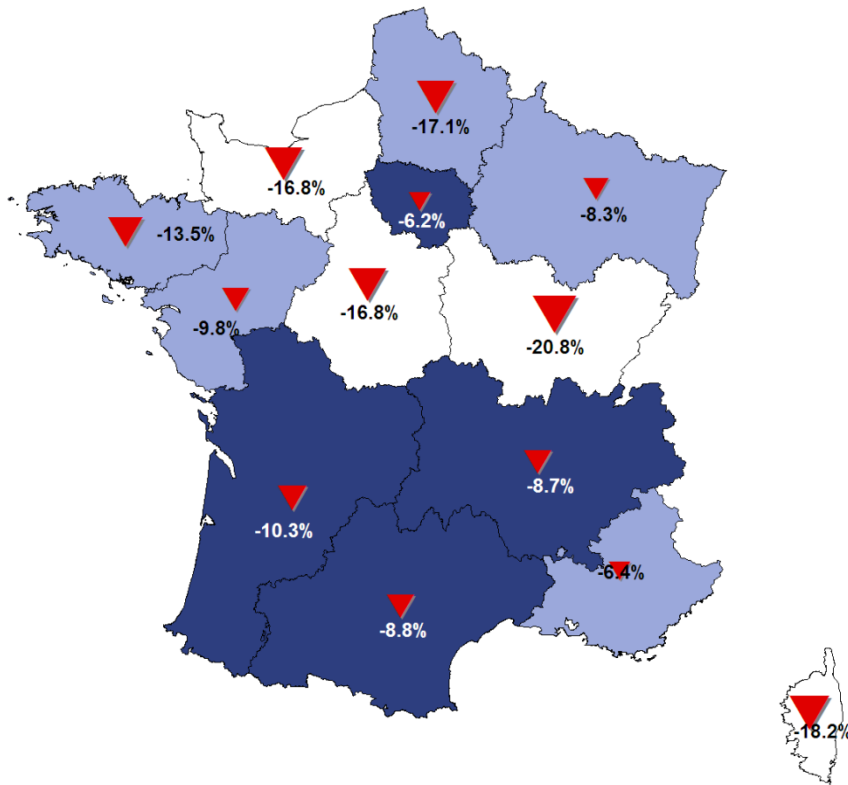


Source : Sit@del2, estimations à fin mars 2015 ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

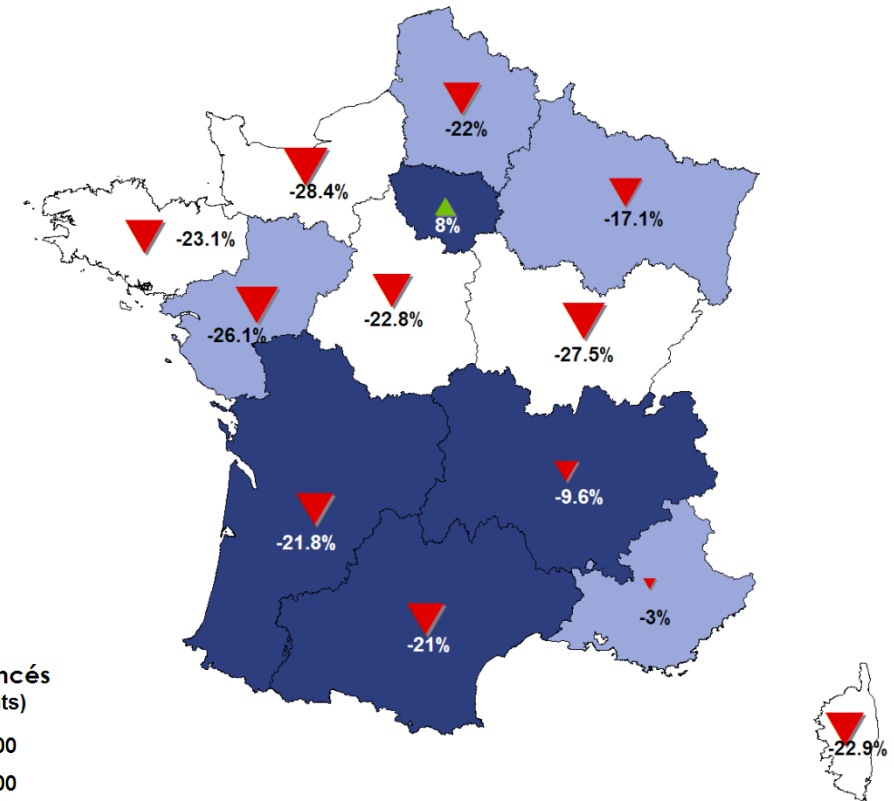
Quelle dynamique pour la construction neuve de logements ?

Analyse selon les 13 nouvelles grandes régions
Logements commencés en 2014 (date réelle estimée)

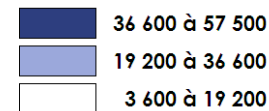
Evolution 1 an (2014/2013)



Evolution 3 ans (2014/2011)



Logements commencés
(en nombre de logements)



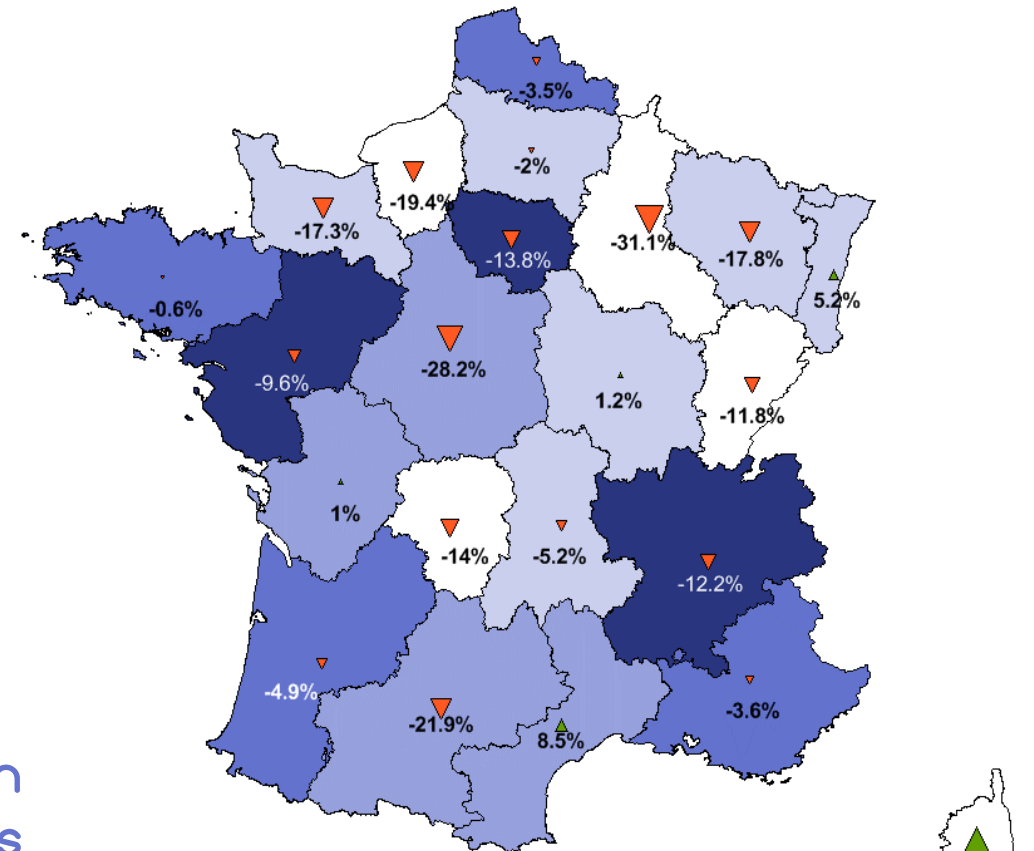
Source : Sit@del2, estimations à fin mars 2015 ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelle dynamique pour la construction neuve de locaux ?

En France, recul marqué du nombre de locaux commencés et autorisés...

Locaux commencés en 2014, évol. 1 an

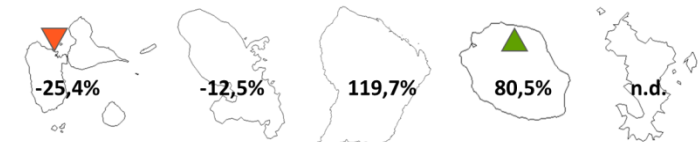
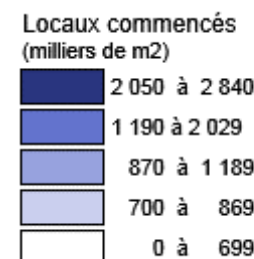
Les mises en chantier de locaux (date de prise en compte)	Année 2014 - Evol 1 an		
Total locaux commencés	25 305 mill. m²	-8,8%	▼
Bâtiments agricoles	6 459 mill. m²	+2,3%	▲
Secteur privé non agricole	13 868 mill. m²	-51,7%	▼
Dont locaux industriels	2 648 mill. m ²	-9,5%	▼
Dont commerces	3 389 mill. m ²	-2,3%	▼
Dont bureaux	2 946 mill. m ²	-16,4%	▼
Dont entrepôts	3 334 mill. m ²	-5,2%	▼
Dont autres locaux	1 551 mill. m ²	-89,8%	▼
Secteur public	4 978 mill. m²	-19,2%	▼



Dans les régions :

En 2014, les mises en chantier de bâtiments non résidentiels baissent dans trois-quarts des régions de France métropolitaine.

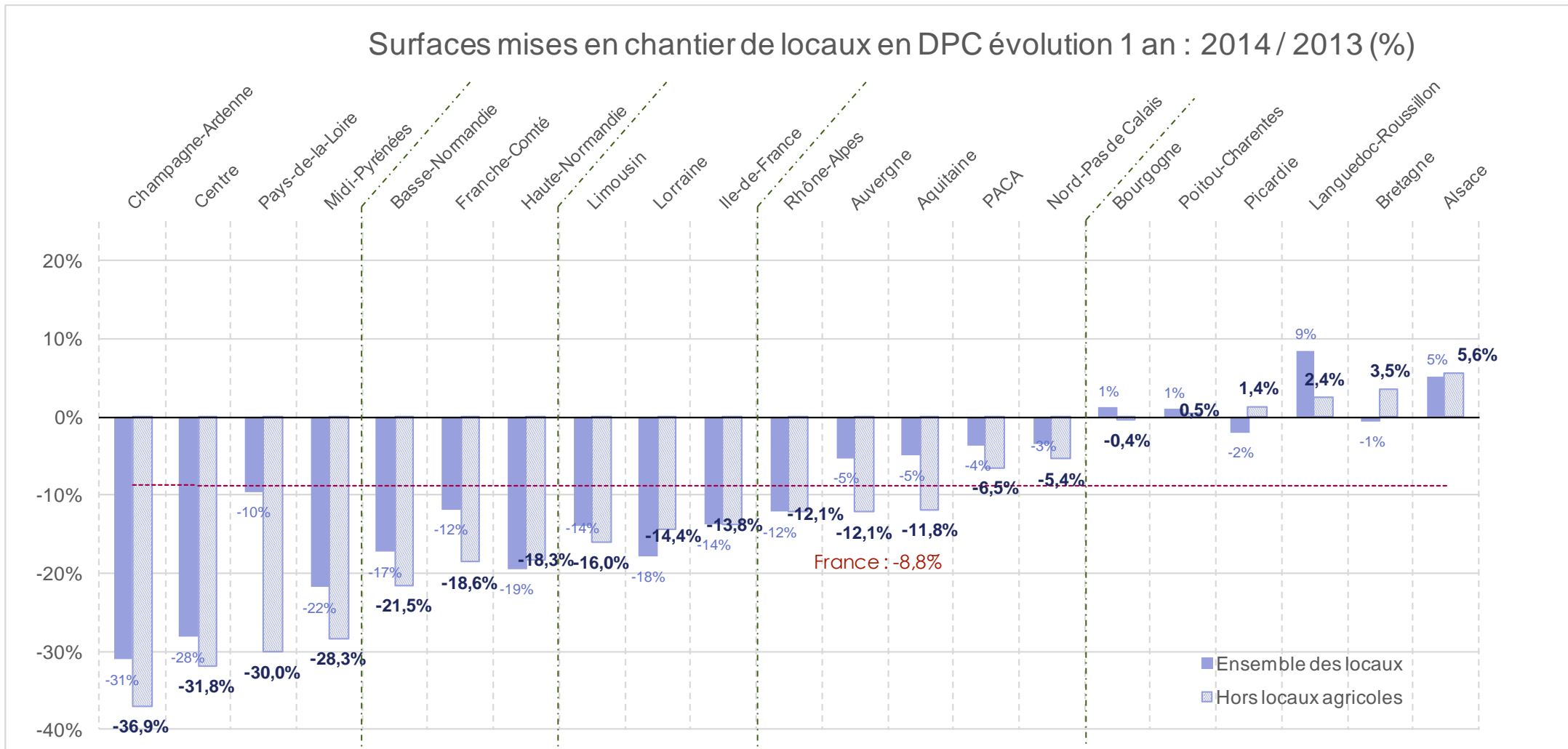
!/\ Les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SOeS en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.



Source : Sit@del2 (données brutes)

Quelle dynamique pour la construction neuve de locaux ?

A l'inverse de la tendance nationale, un groupe de quatre régions se distingue par une évolution positive ou faiblement négative de ses mises en chantier de locaux en 2014 (1).

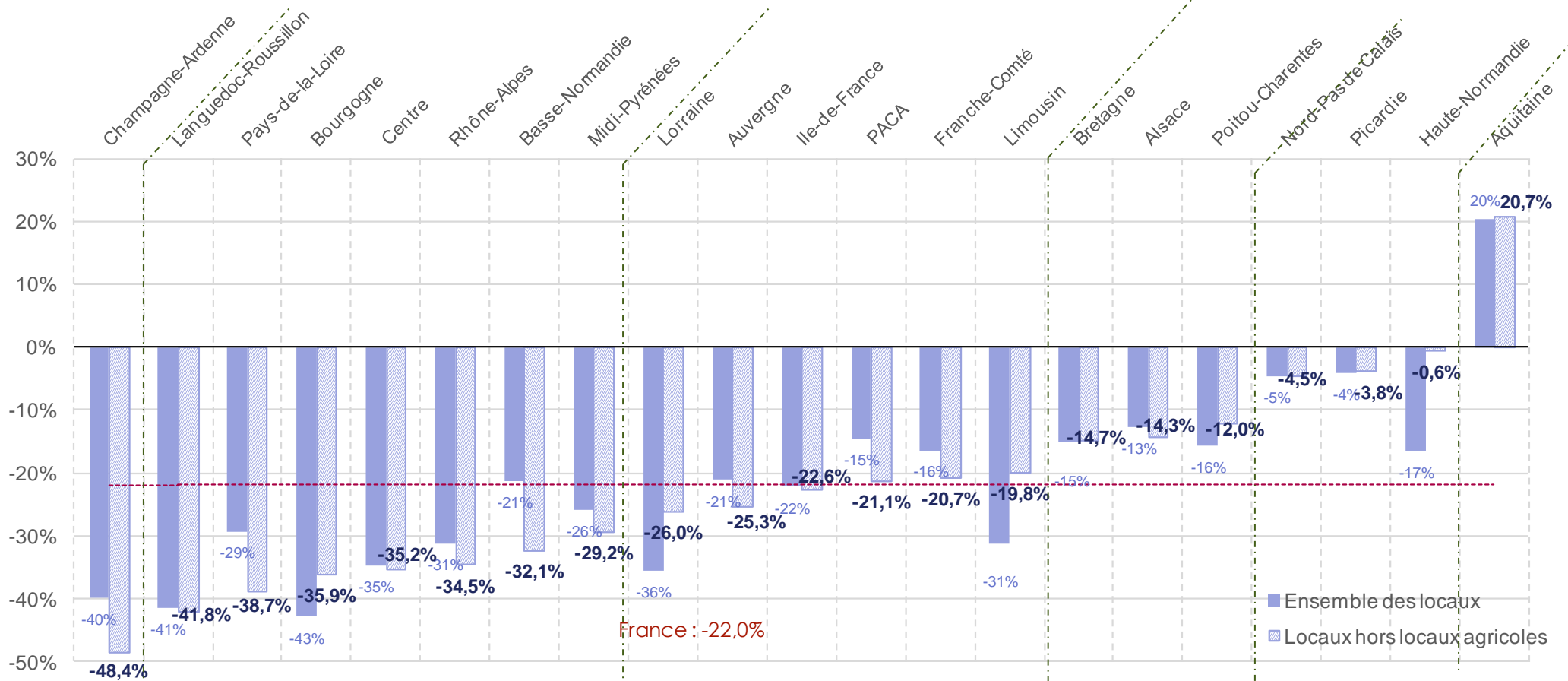


(1) Selon les régions, les tendances peuvent être fortement modifiées par l'évolution du secteur des locaux agricoles.

Source : Sit@del2 (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelle dynamique pour la construction neuve de locaux ?

Surfaces mises en chantier de locaux en DPC évolution 3 ans : 2014 / 2011 (%)

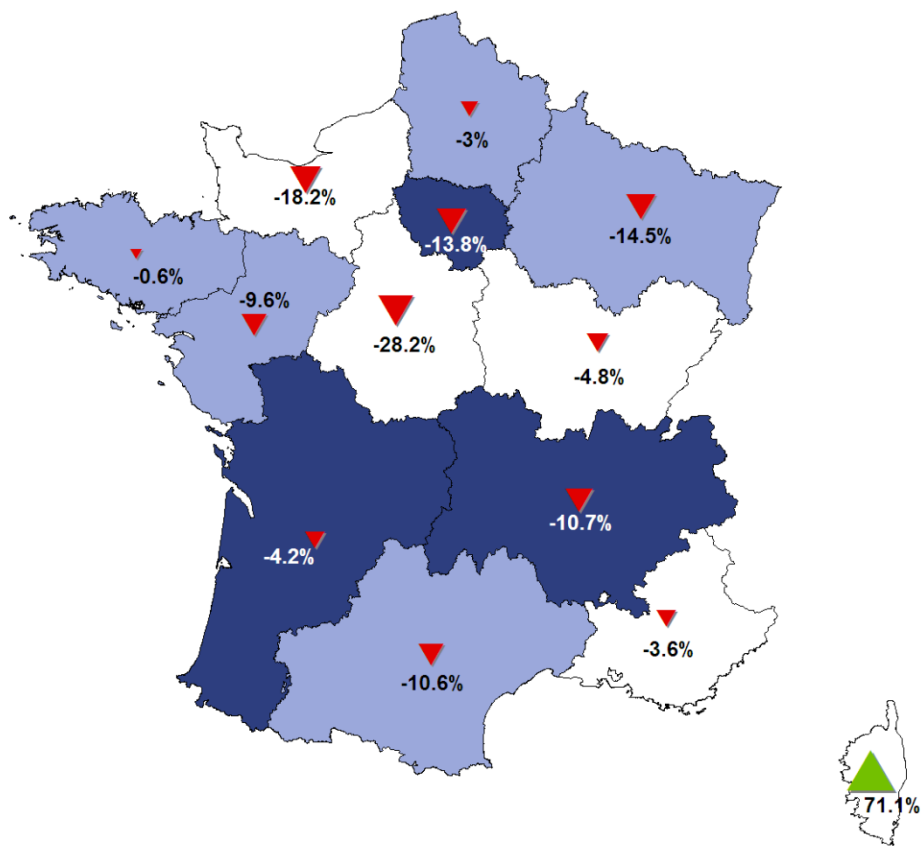


Source : Sit@del2 (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

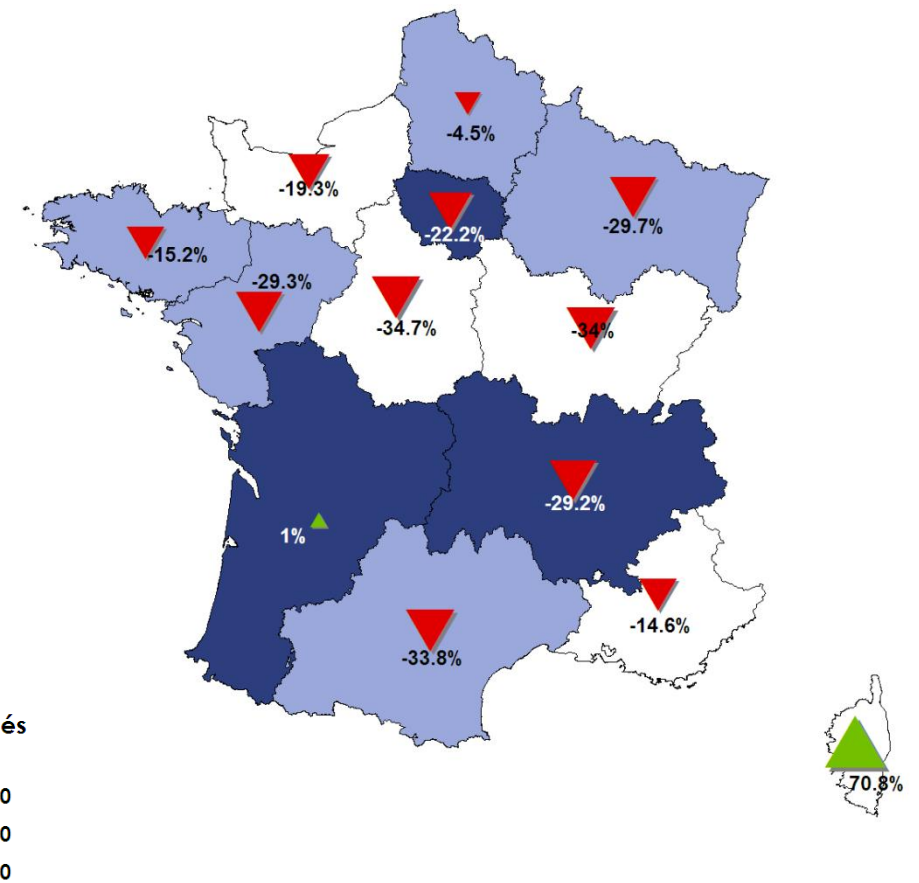
Quelle dynamique pour la construction neuve de locaux ?

Analyse selon les 13 nouvelles grandes régions
Surface de locaux commencés en 2014 (date de prise en compte)

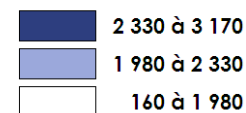
Evolution 1 an (2014/2013)



Evolution 3 ans (2014/2011)



Locaux commencés
(en milliers de m²)

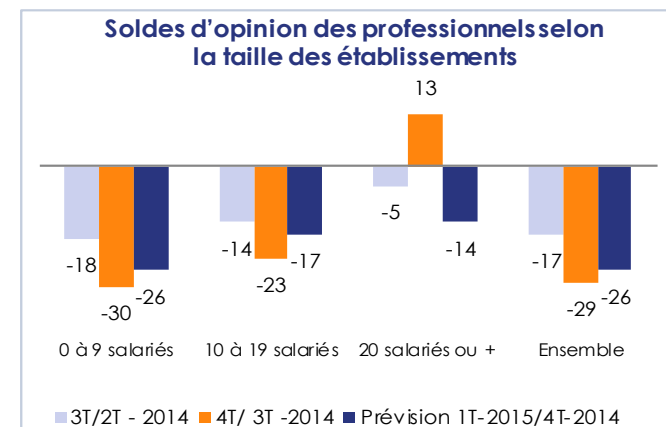
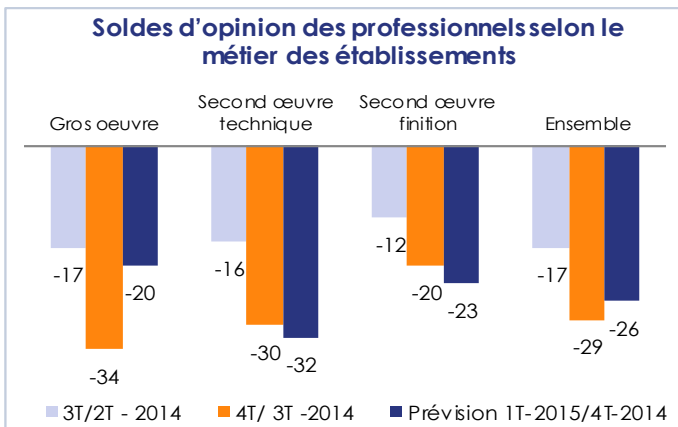
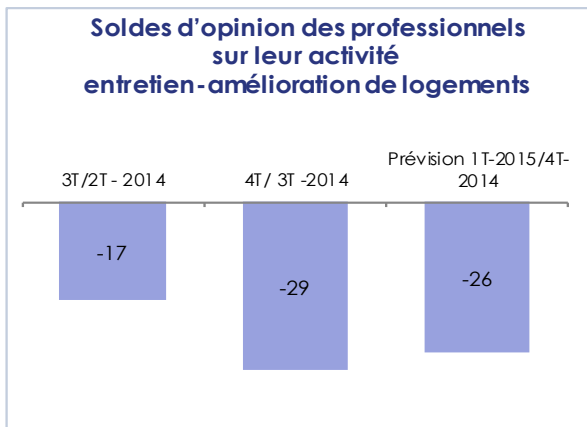


Source : Sit@del2 (données brutes)

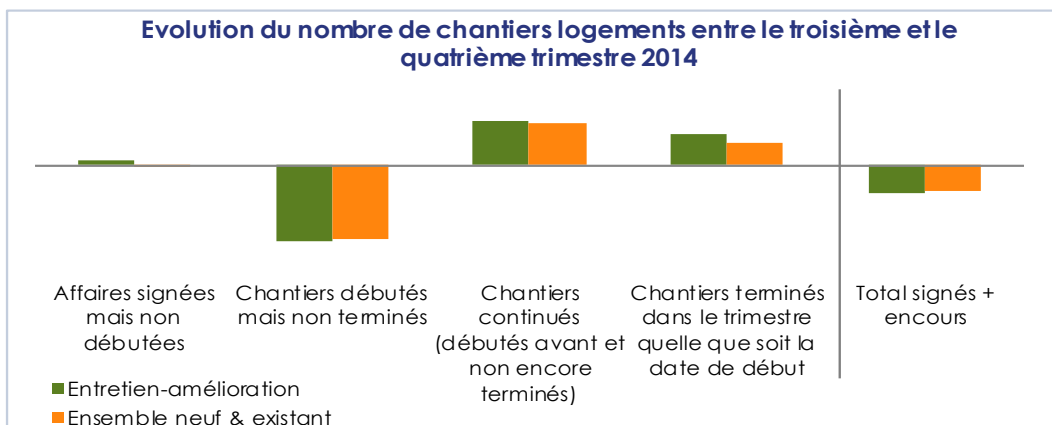
Comment a récemment évolué le marché de l'entretien-amélioration de logements ?

... l'activité sur le dernier trimestre

Dernières tendances... Entretien-amélioration



« Au 4^{ème} trimestre 2014, le solde d'opinion des professionnels a continué de s'inscrire en fort recul, tant sur le constat du niveau d'activité du trimestre courant que sur les perspectives d'activité au trimestre suivant (1T 2015). Tous les corps de métier partagent cette même appréciation. [...] Le 4^{ème} trimestre a été moins bon que le précédent pour les établissements de moins de 20 salariés et tout particulièrement pour les petits (moins de 10 salariés) dont la part affectée par une baisse d'activité a été supérieure aux prévisions faites en début de période : leur solde d'opinion ressort à -30% sur l'activité du 4^{ème} trimestre 2014 alors qu'il s'établissait à -13% en activité prévue à la fin du 3^{ème} trimestre. Les établissements de 20 salariés ou plus ont, quant à eux, enregistré une hausse de leur activité. »



« Les soldes négatifs pour le premier trimestre 2015 pourraient être en partie expliqués par le niveau des carnets de commande et des encours qui permet de relever une baisse significative du report d'activité : le nombre de chantiers qui pourront débuter ou être poursuivis au cours du premier trimestre 2015 est inférieur de 22% à celui qui avait été reporté au quatrième trimestre. Notons également que la baisse du report d'activité en entretien-amélioration est comparable à celle de l'ensemble du marché (construction neuve et travaux dans l'existant) : -21%. [...] Ce repli peut s'expliquer notamment par une chute relativement importante (-30%) du nombre de chantiers nouveaux (juste signés + signés et juste entamés au 4^{ème} trimestre). »

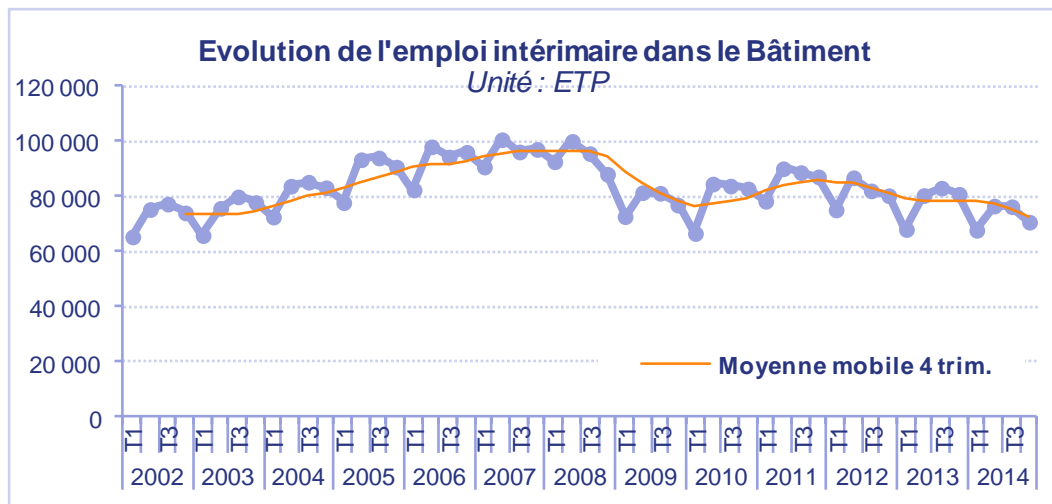
Source : BOREAL / BIIS, campagne 4T 2014

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans le Bâtiment ?

France : en 2014, le recours à l'intérim dans le Bâtiment recule une nouvelle fois. En moyenne sur l'année, on compte 73 200 intérimaires (en équivalent emplois à temps plein), soit une baisse de 6,7% par rapport à 2013.

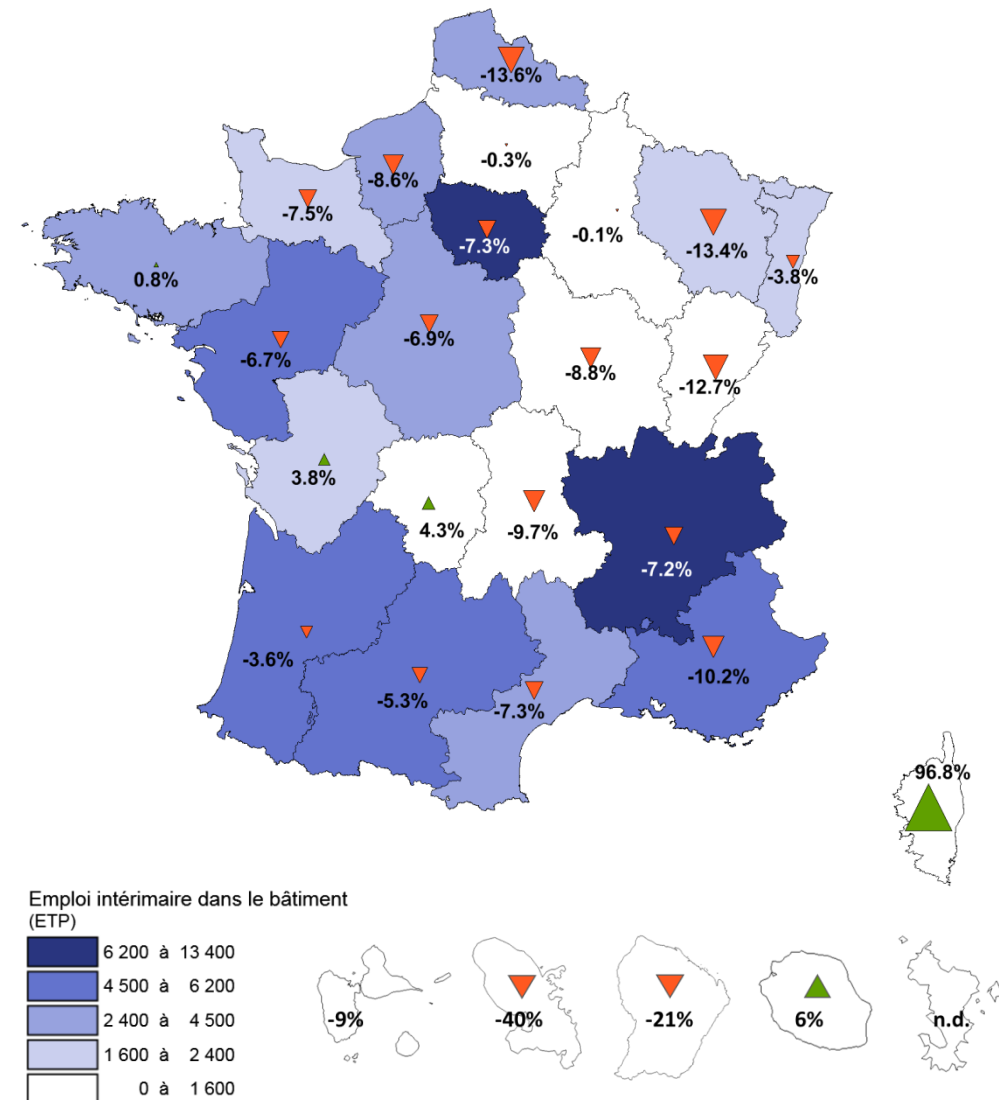
Emploi intérimaire (en équivalents temps pleins)	4° trimestre 2014 - Evol 1 an		
Intérim Bâtiment au cours du 4° trim. 2014	71 070 ETP	-12,5%	▼
Intérim Bâtiment en 2014 *	73 200 ETP	-6,7%	▼

* en moyenne sur l'année



Régions : la baisse de l'emploi intérimaire dans le Bâtiment touche pratiquement l'ensemble du territoire, à l'exception des régions Limousin, Bretagne et Poitou-Charentes.

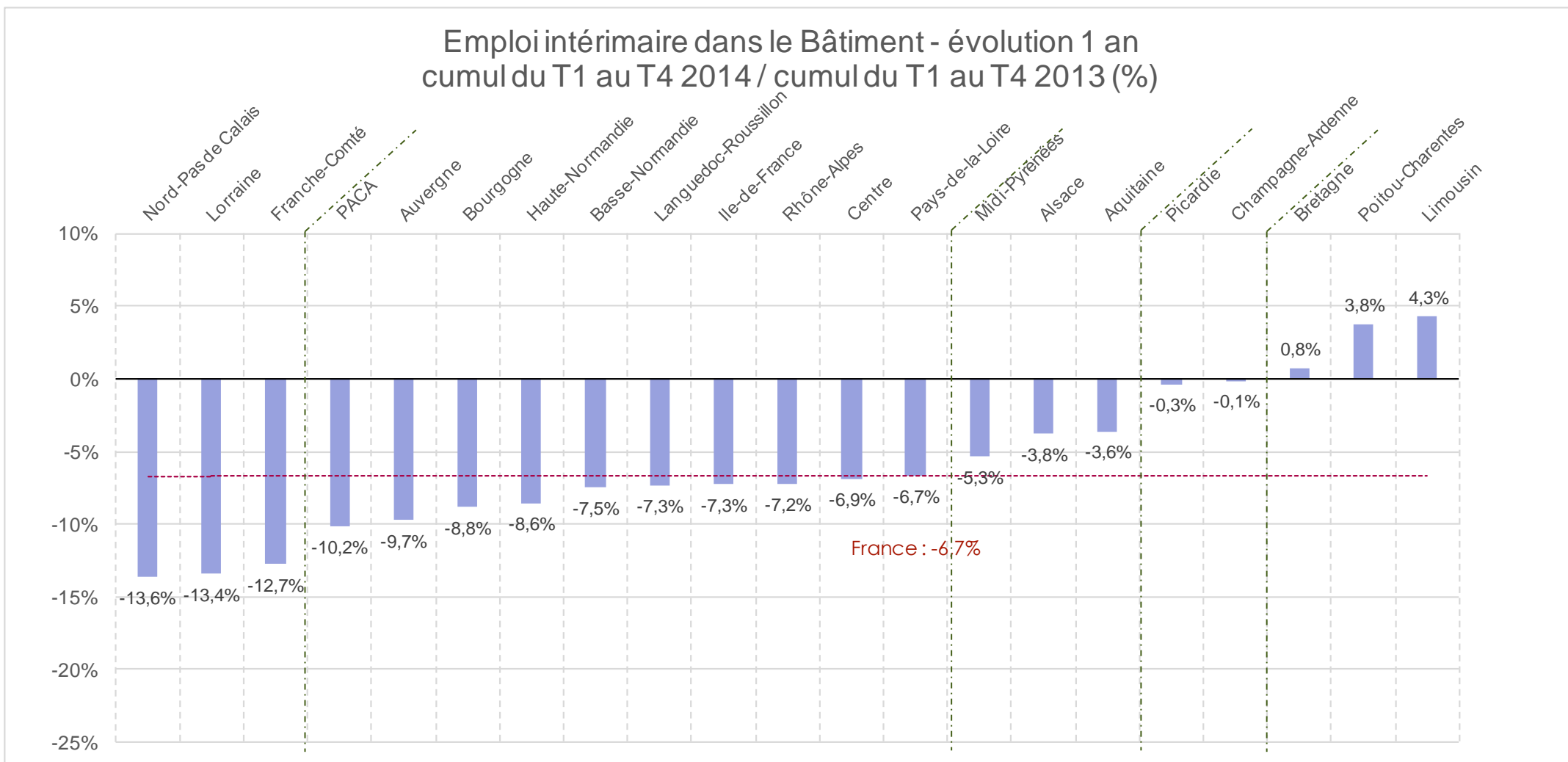
Emploi intérimaire dans le bâtiment
Année 2014 (Moyenne annuelle), évol. 1 an



Source : DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans le Bâtiment ?

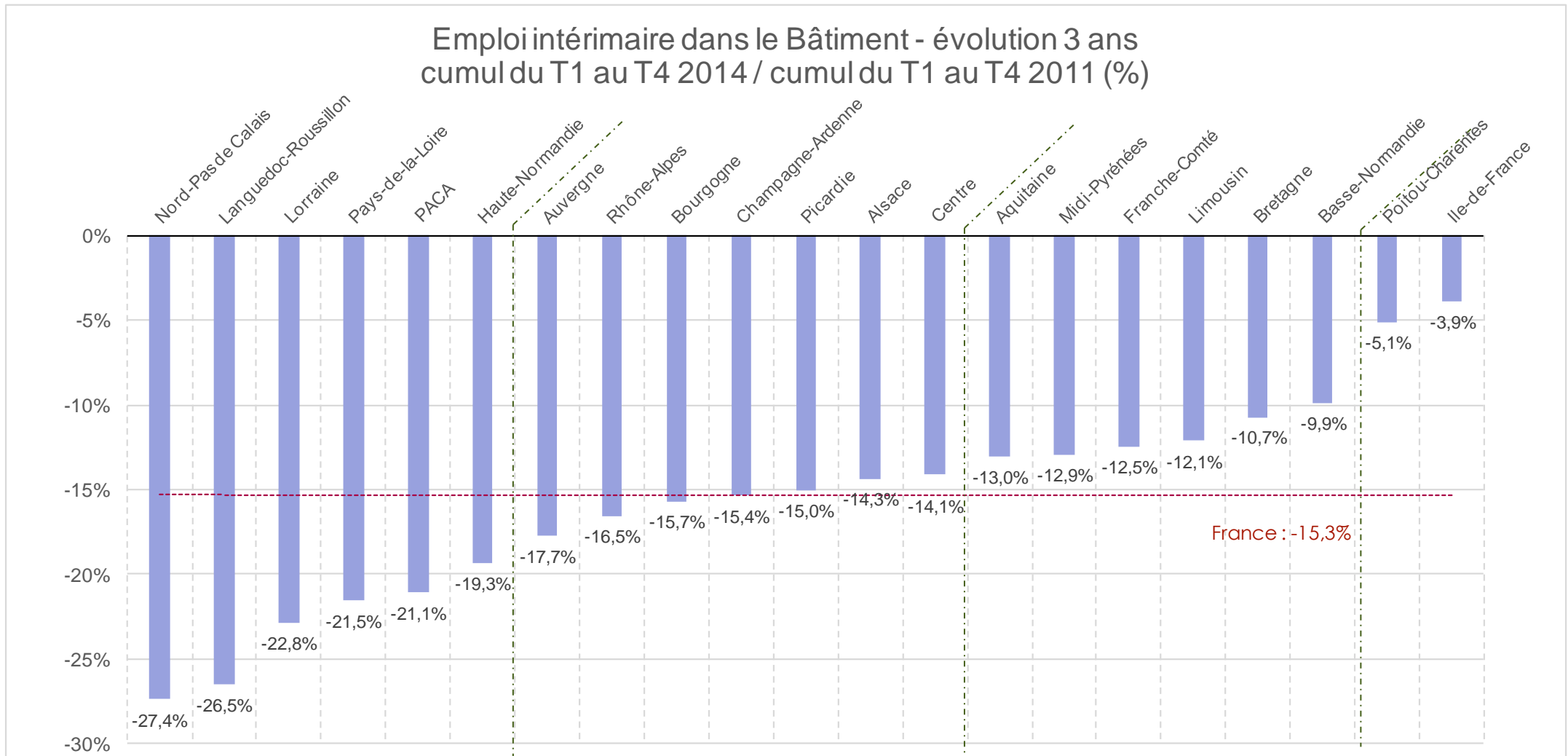
En 2014, un groupe de trois régions se démarque par une progression de l'emploi intérimaire.



Source : DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans le Bâtiment ?

Sur 3 ans, la totalité des régions enregistre une baisse de l'emploi intérimaire.

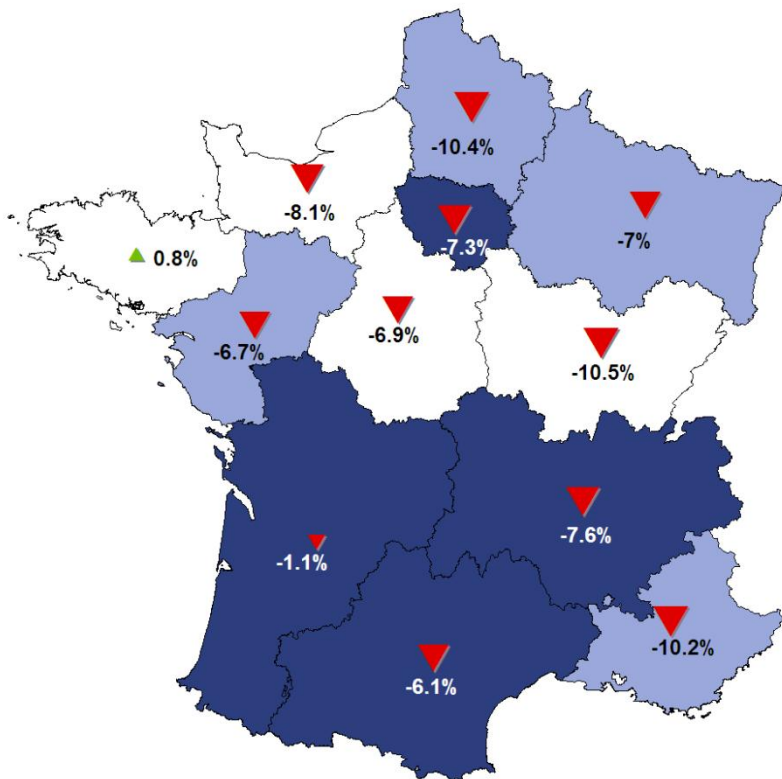


Source : DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)

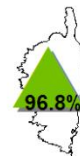
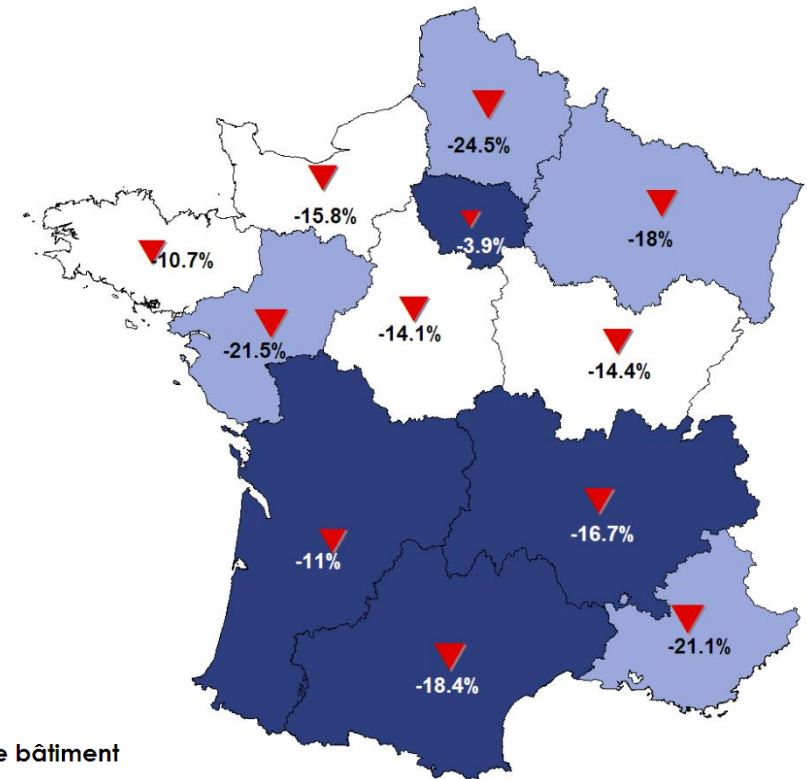
Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans le Bâtiment ?

Analyse selon les 13 nouvelles grandes régions
Emploi intérimaire dans le Bâtiment en 2014

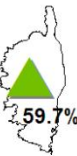
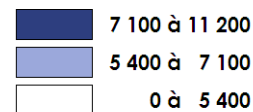
Evolution 1 an (2014/2013)



Evolution 3 ans (2014/2011)



Emploi intérimaire dans le bâtiment (ETP)



Source : DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)

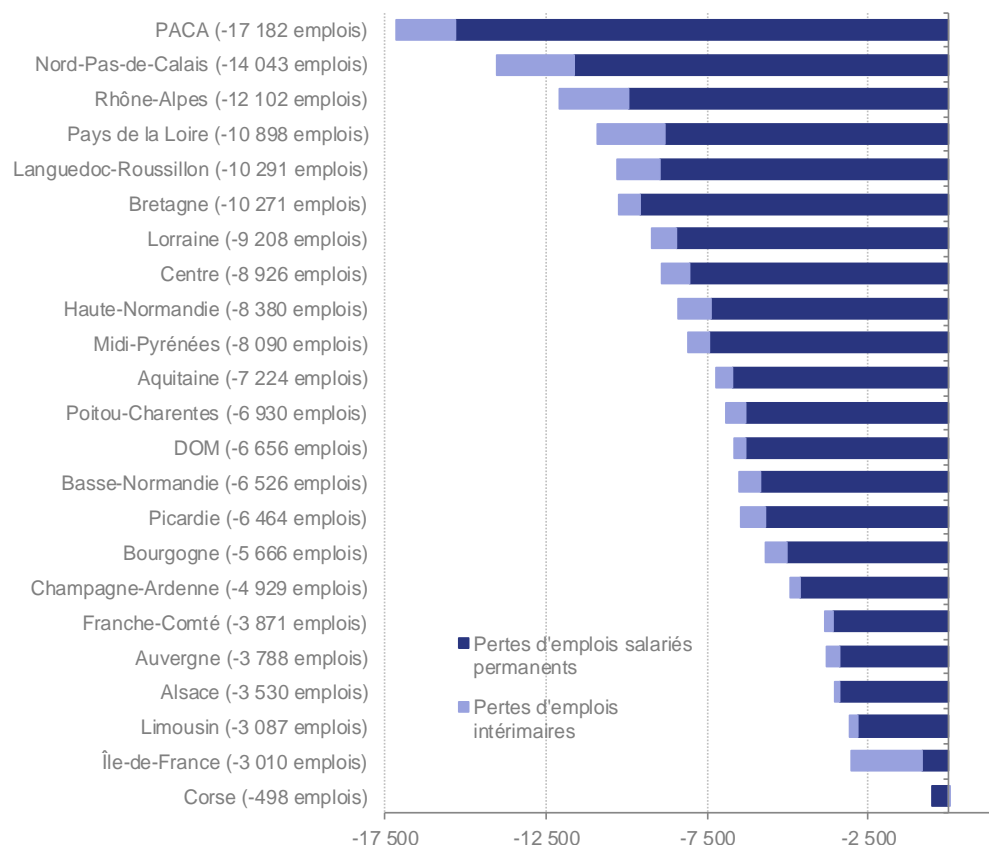
Quelles sont les conséquences sur l'appareil de production entre 2008 et 2014 ?

...pertes d'emploi (salariés + intérim ETP) dans le secteur du Bâtiment dans les régions

Perte d'emploi salarié et intérimaire Bâtiment dans les régions françaises entre 2008 et 2014

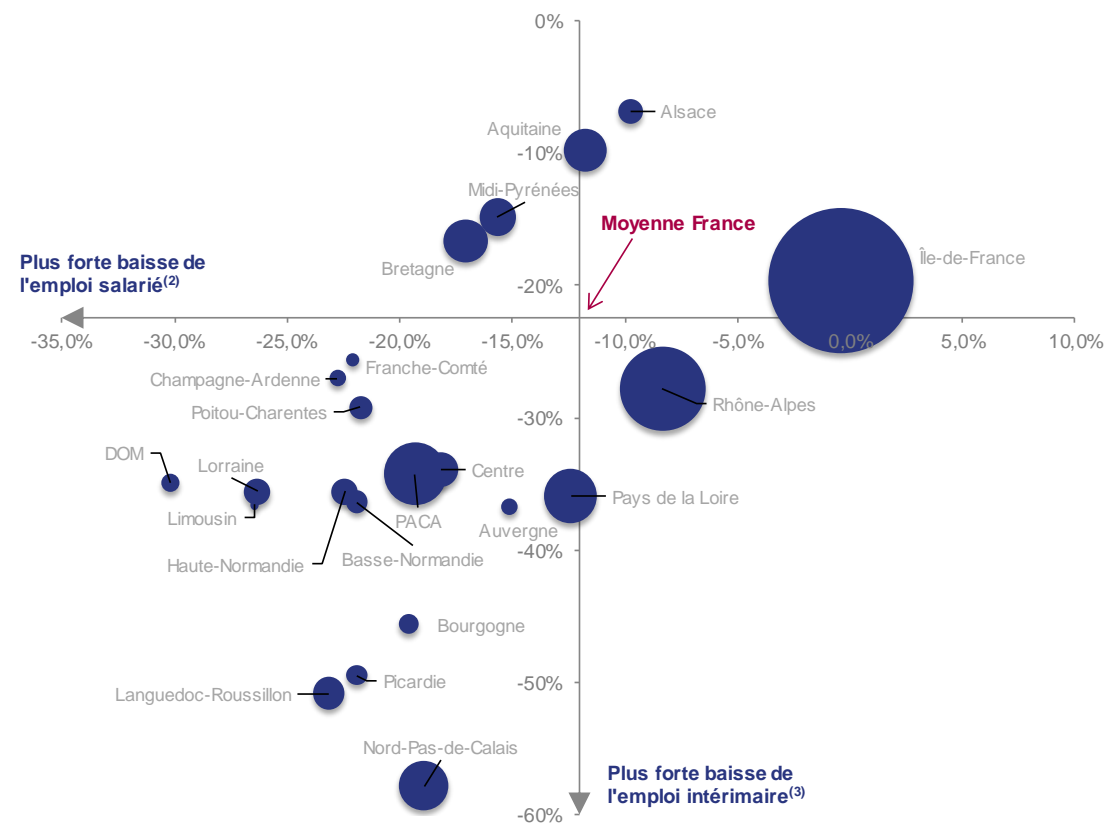
Unité : en effectifs salariés et intérimaires - Source : ACOSS-URSSAF / DARES / estimation GIE

France : -171 571 emplois



Perte d'emploi salarié et intérimaire Bâtiment dans les régions françaises entre 2008 et 2014 ⁽¹⁾

Unité : en % des effectifs salariés et intérimaires - Source : ACOSS-URSSAF / DARES / estimation GIE



N.B. : la taille de bulles est proportionnelle aux effectifs salariés et intérimaires Bâtiment de 2008

L'ensemble des régions enregistre des pertes d'emploi salarié permanent et intérimaire entre 2008 et 2014 dans le Bâtiment.

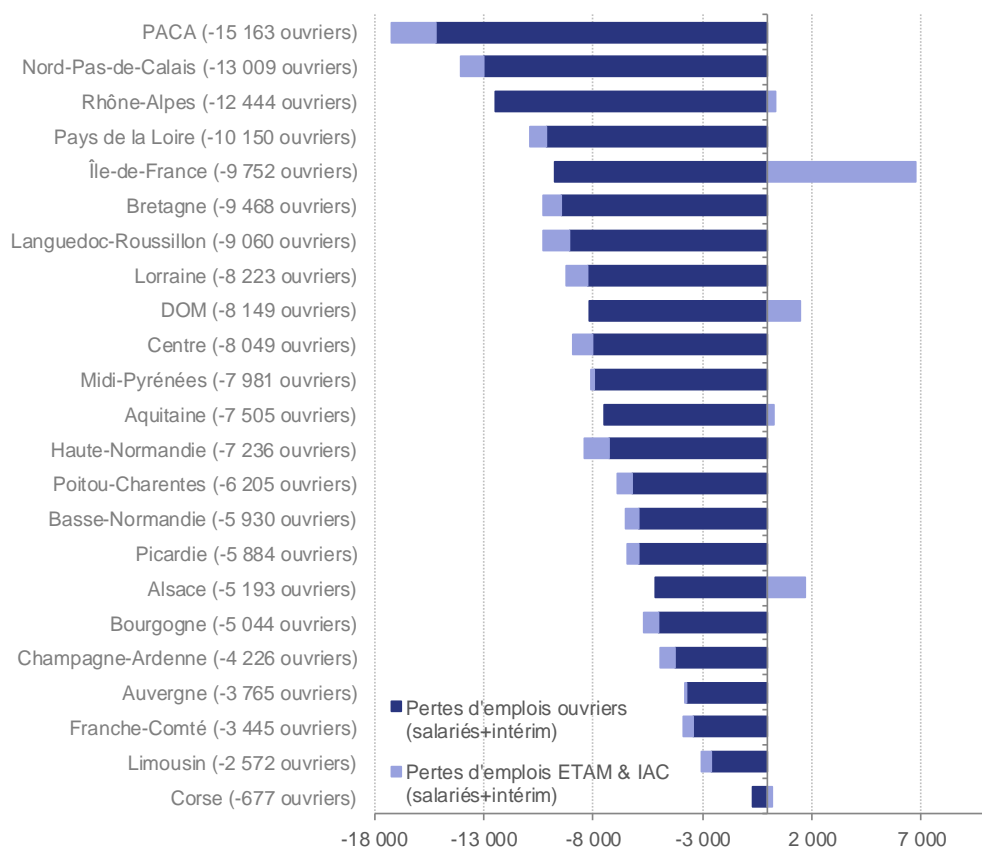
(1) Hors Corse // (2) emploi salarié permanent où la baisse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France // (3) emploi intérimaire en ETP (équivalent temps plein) où la baisse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France

Quelles sont les conséquences sur l'appareil de production entre 2008 et 2014 ?

...pertes d'emploi (salariés + intérim ETP) par statut dans le secteur du Bâtiment dans les régions

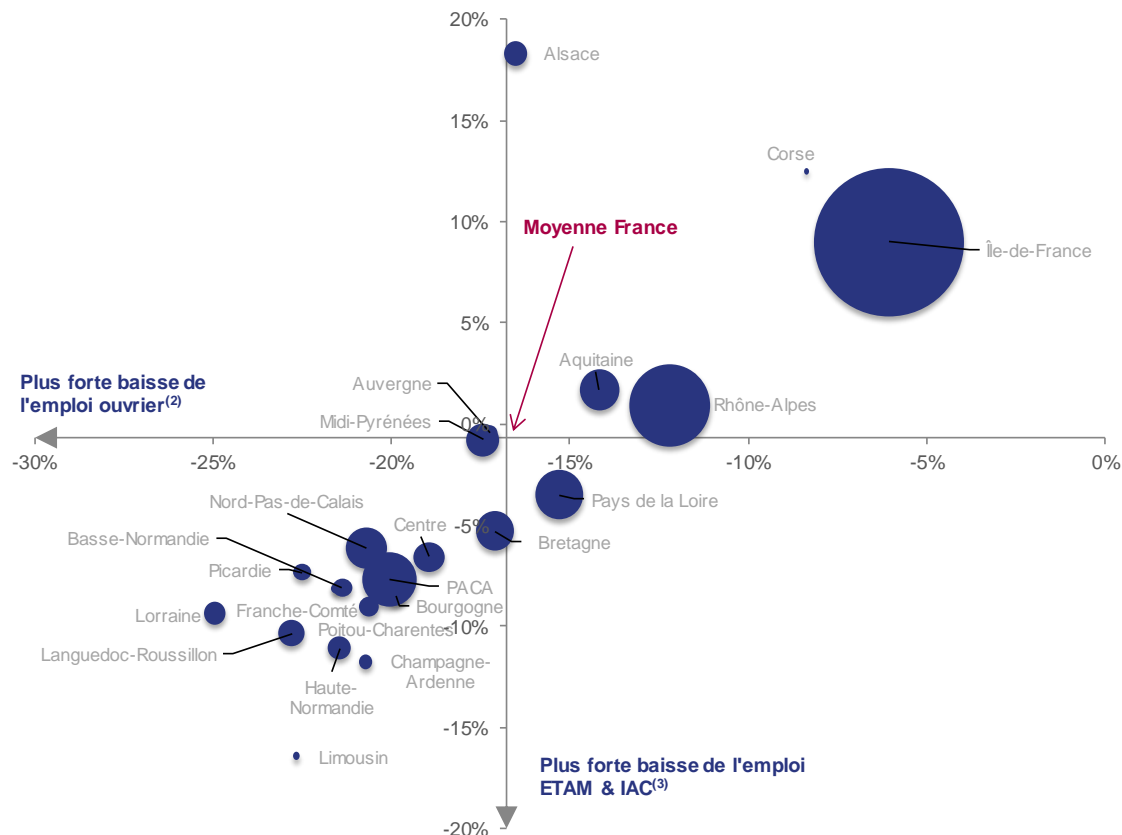
Perte d'emploi salarié et intérimaire Bâtiment selon le statut dans les régions françaises entre 2008 et 2014

Unité : en effectifs ouvriers et ETAM & IAC - Source : ACOSS-URSSAF / DARES / UCF / estimation GIE



Perte d'emploi salarié et intérimaire Bâtiment selon le statut dans les régions françaises entre 2008 et 2014 ⁽¹⁾

Unité : en % des effectifs ouvriers et ETAM & IAC - Source : ACOSS-URSSAF / DARES / UCF / estimation GIE



N.B. : la taille de bulles est proportionnelle aux effectifs salariés et intérimaires Bâtiment de 2008

Si l'on analyse plus particulièrement l'emploi ouvrier, la totalité des régions enregistrent une baisse entre 2008 et 2014. Toutefois, six régions (Rhône-Alpes, Ile-de-France, les DOM, Aquitaine, Alsace et la Corse) affichent une hausse des effectifs sous statut ETAM et IAC.

(1) Hors DOM // (2) emploi ouvrier où la baisse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France // (3) emploi ETAM et IAC où la baisse/hausse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France

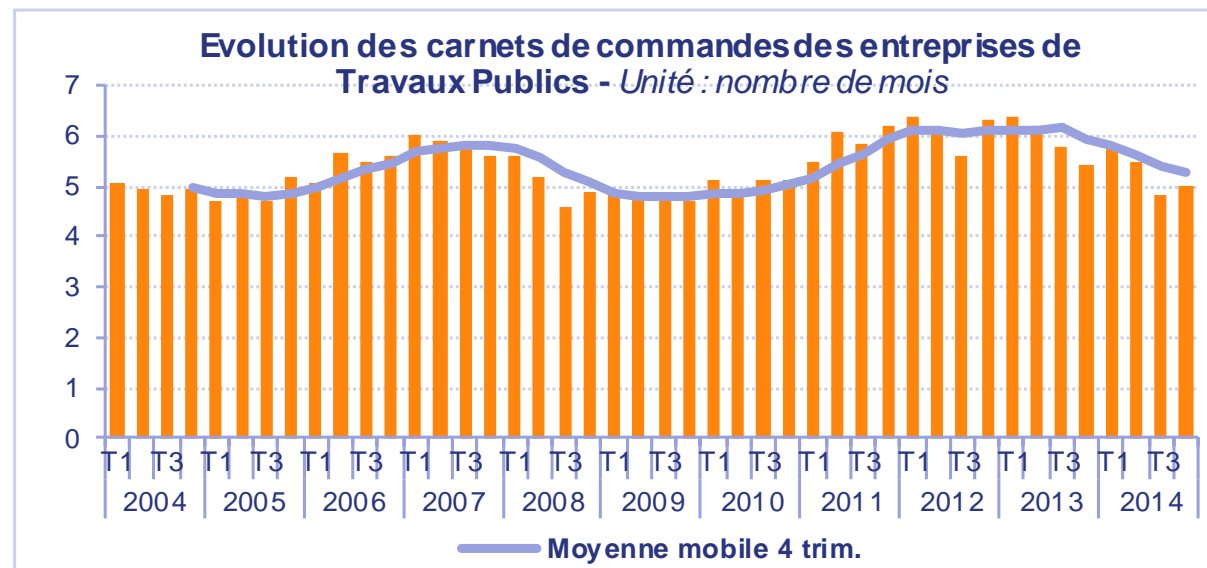
Les Travaux Publics

Comparaisons inter-régionales

Quelle est l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur secteur ?

France : au 4^{ème} trimestre 2014, les chefs d'entreprises de travaux publics indiquent une nouvelle baisse de leurs carnets de commandes.

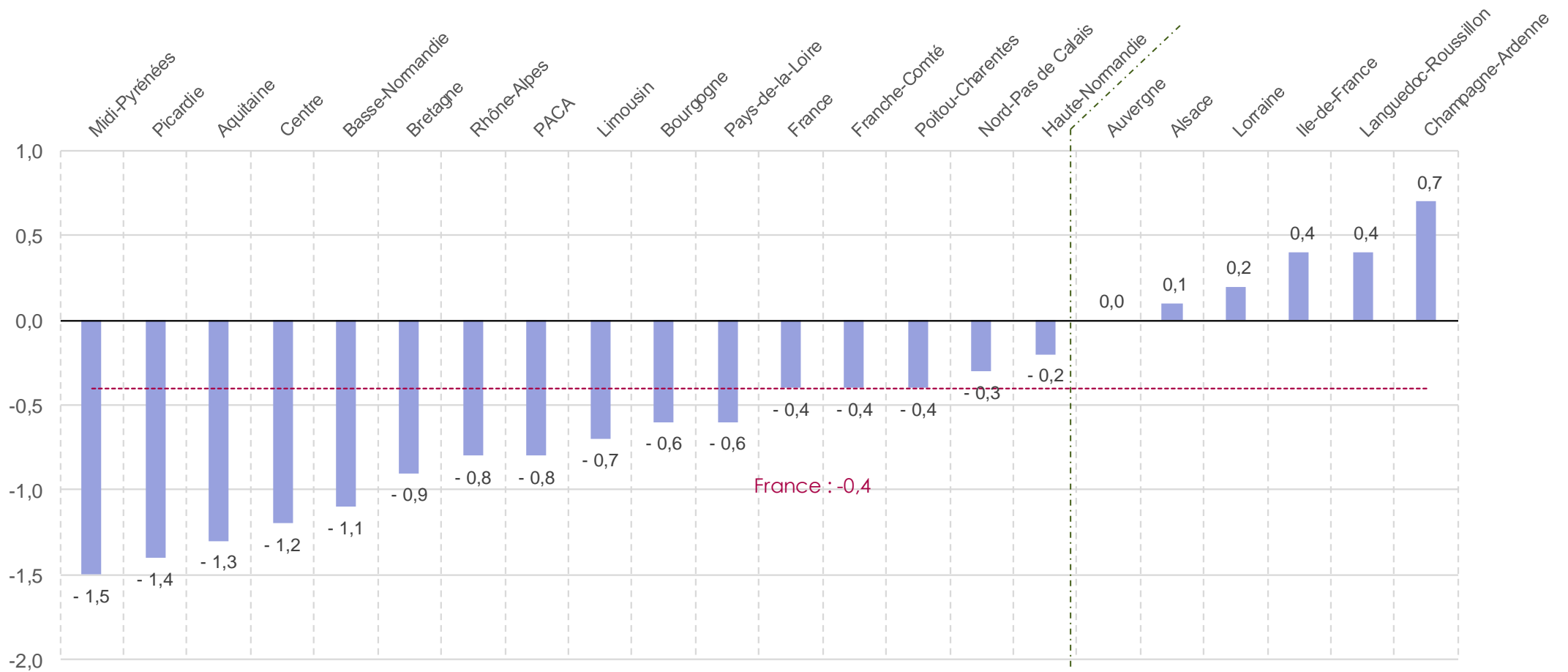
Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	4 ^o trimestre 2014 - Evol 1 an		
Carnets de commandes	5,0 mois	-0,4 mois	▼



Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelle est l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur secteur ?

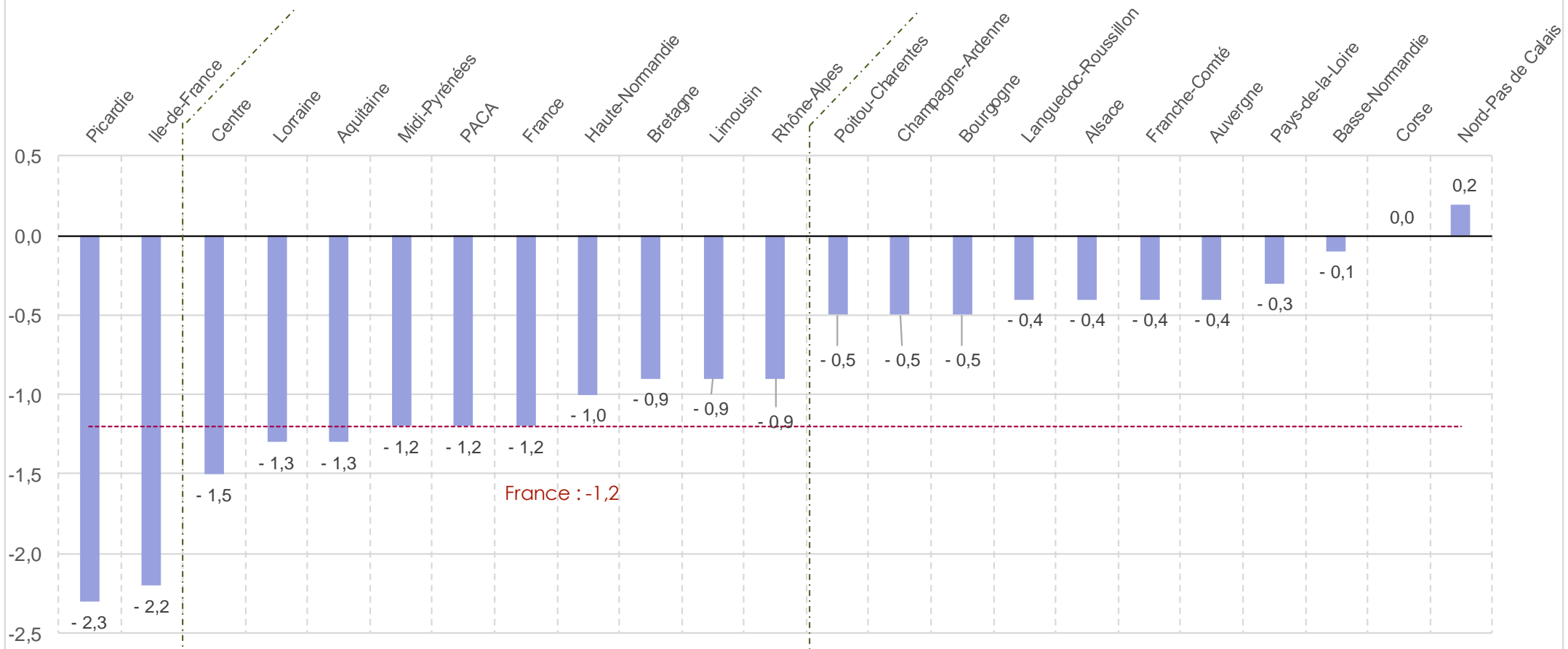
Carnets de commandes Travaux Publics - évolution 1 an : T4 2014 / T4 2013
(unité : nombre de mois)



Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelle est l'opinion des chefs d'entreprises de Travaux Publics sur leur secteur ?

Carnets de commandes Travaux Publics - évolution 3 ans : T4 2014 / T4 2011
(unité : nombre de mois)



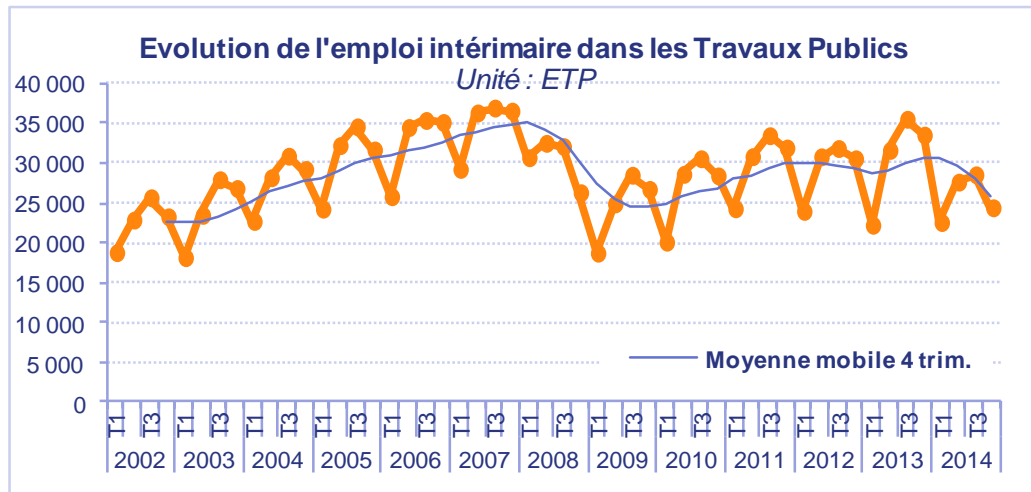
Sources : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics ?

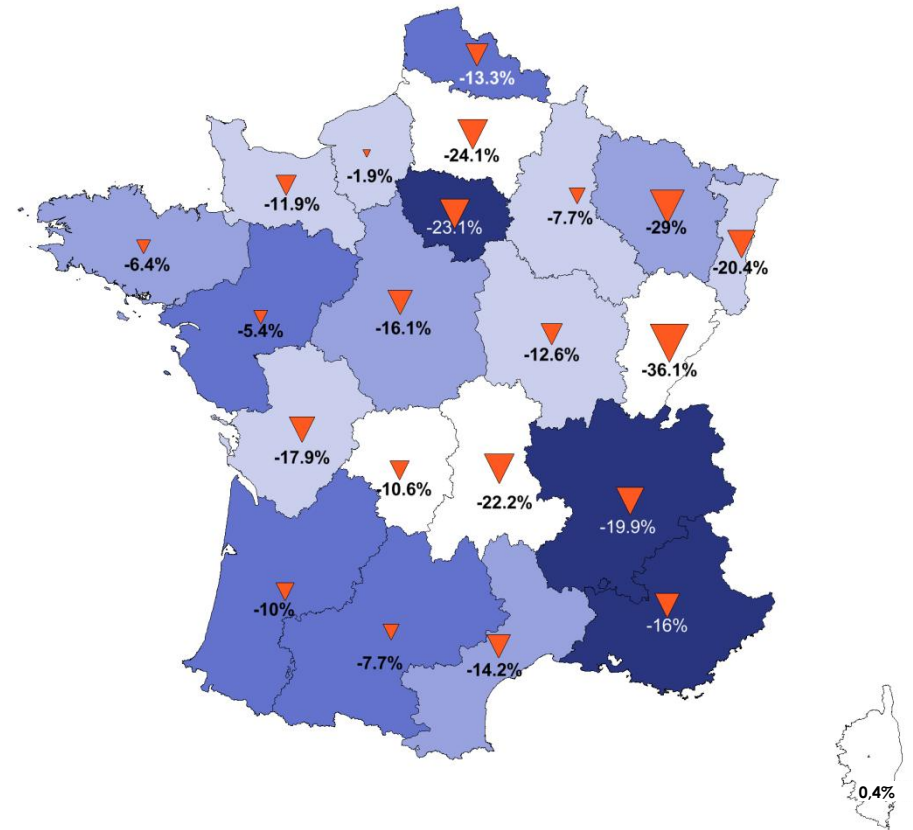
France : la chute de l'emploi intérimaire s'est accentuée tout au long de l'année 2014. En moyenne annuelle, le bilan ressort à -16,1% par rapport à 2013.

Emploi intérimaire (en équivalents temps pleins)	4 ^o trimestre 2014 - Evol 1 an		
Intérim TP au cours du 4 ^o trim. 2014	24 361 ETP	-27,2%	▼
Intérim TP en 2014 *	25 738 ETP	-16,1%	▼

* en moyenne sur l'année

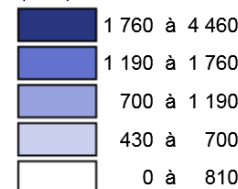


Emploi intérimaire dans les Travaux Publics
Année 2014 (Moyenne annuelle), évol. 1 an



Régions : la chute de l'emploi intérimaire dans les travaux publics touche la totalité des régions.

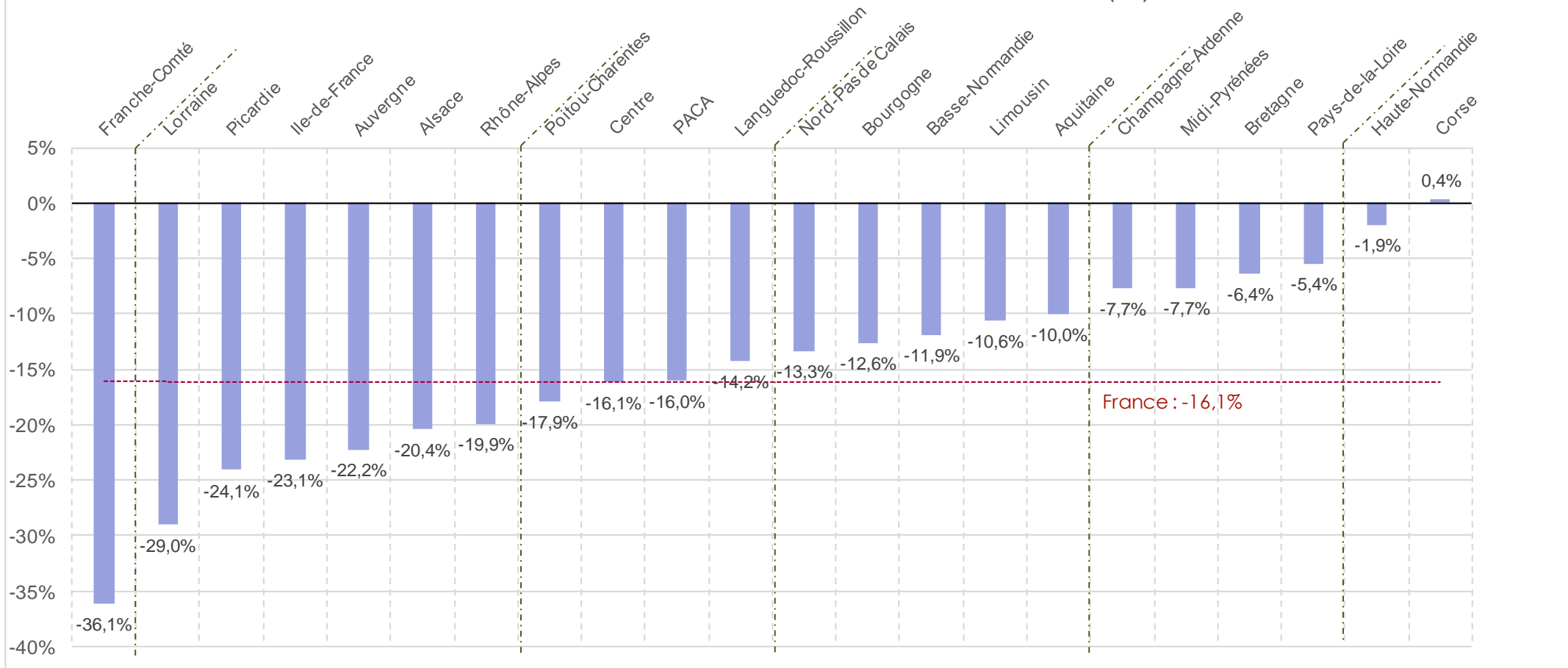
Emploi intérimaire dans les travaux publics (ETP)



Source : DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics ?

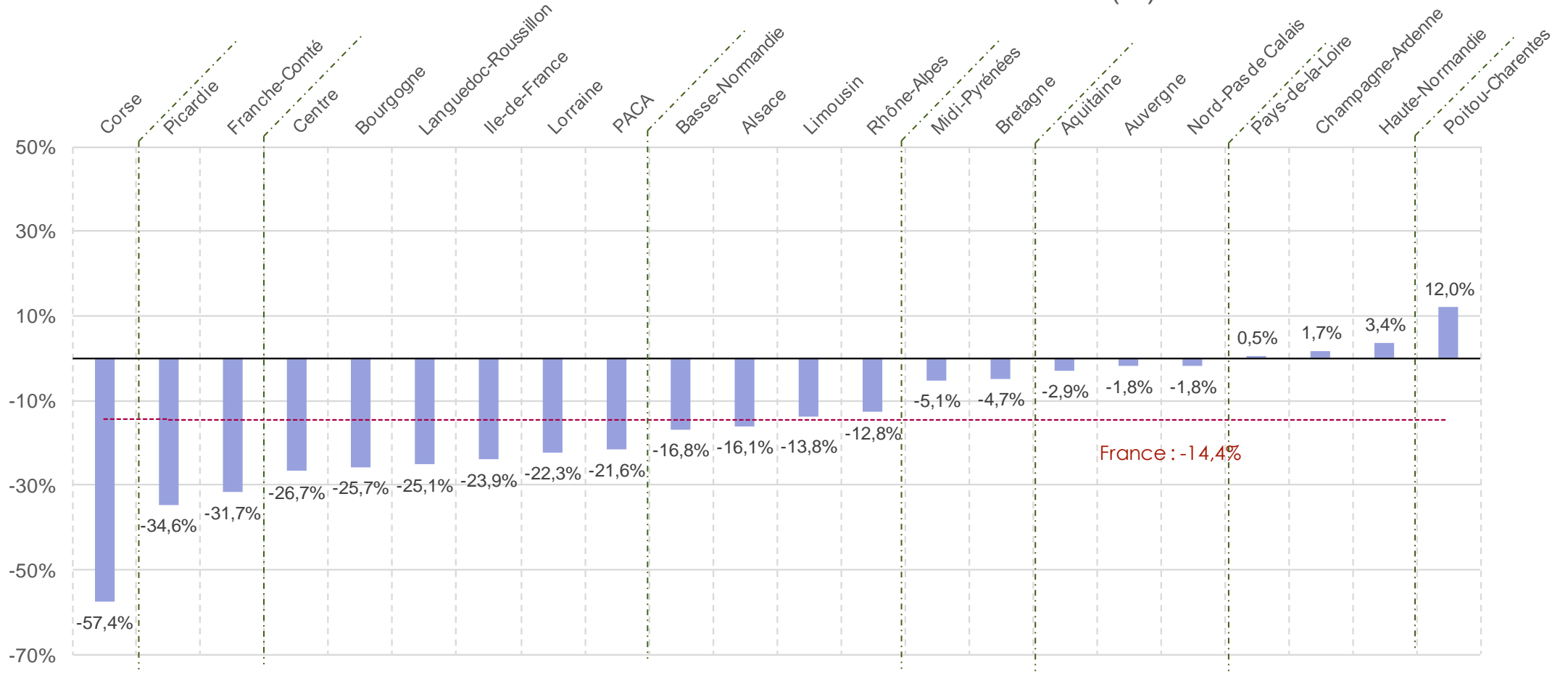
Emploi intérimaire dans les Travaux Publics - évolution 1 an cumul du T1 au T4 2014 / cumul du T1 au T4 2013 (%)



Source : DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)

Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics ?

Emploi intérimaire dans les Travaux Publics - évolution 3 ans cumulé du T1 au T4 2014 / cumul du T1 au T4 2011 (%)

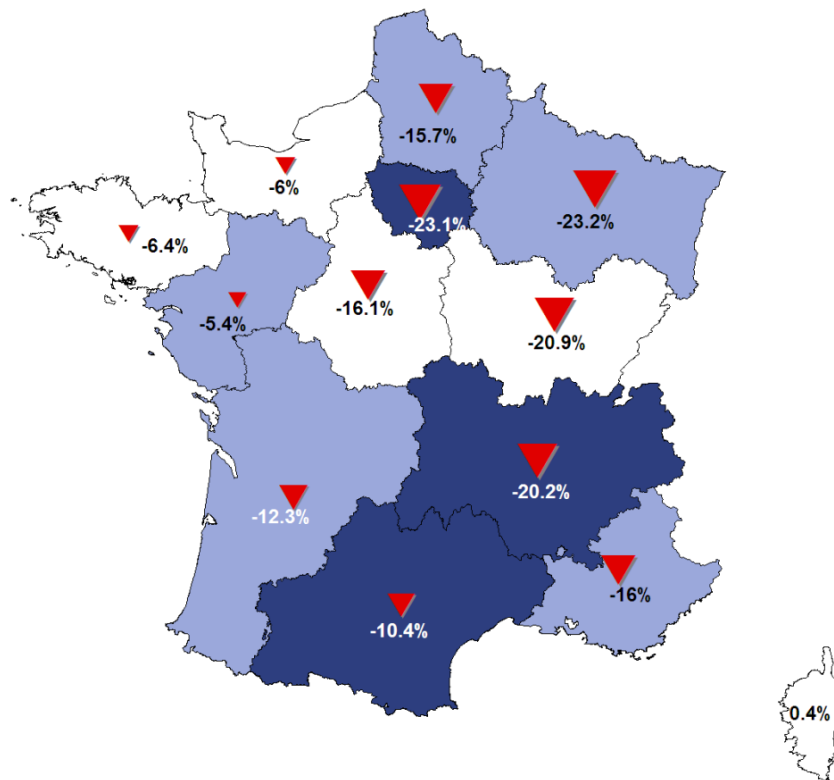


Source : DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)

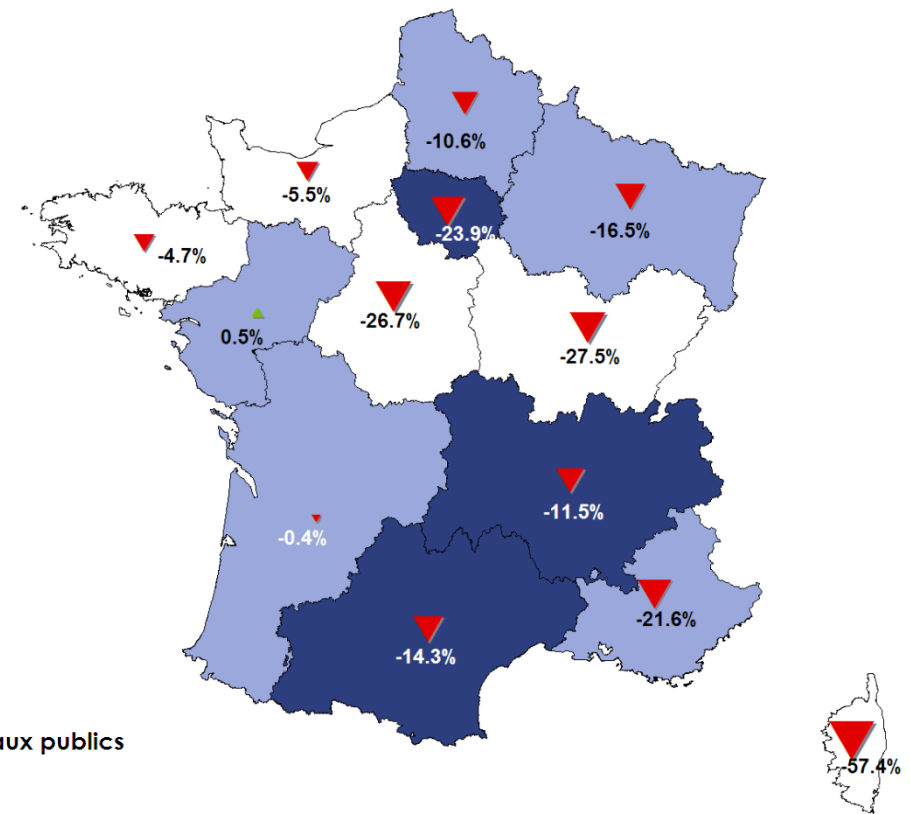
Quelles sont les conséquences sur l'emploi intérimaire dans les Travaux Publics ?

Analyse selon les 13 nouvelles grandes régions
Emploi intérimaire dans les Travaux Publics en 2014

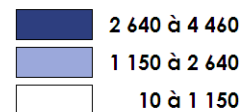
Evolution 1 an (2014/2013)



Evolution 3 ans (2014/2011)



Emploi intérimaire des travaux publics (ETP)



Source : DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)

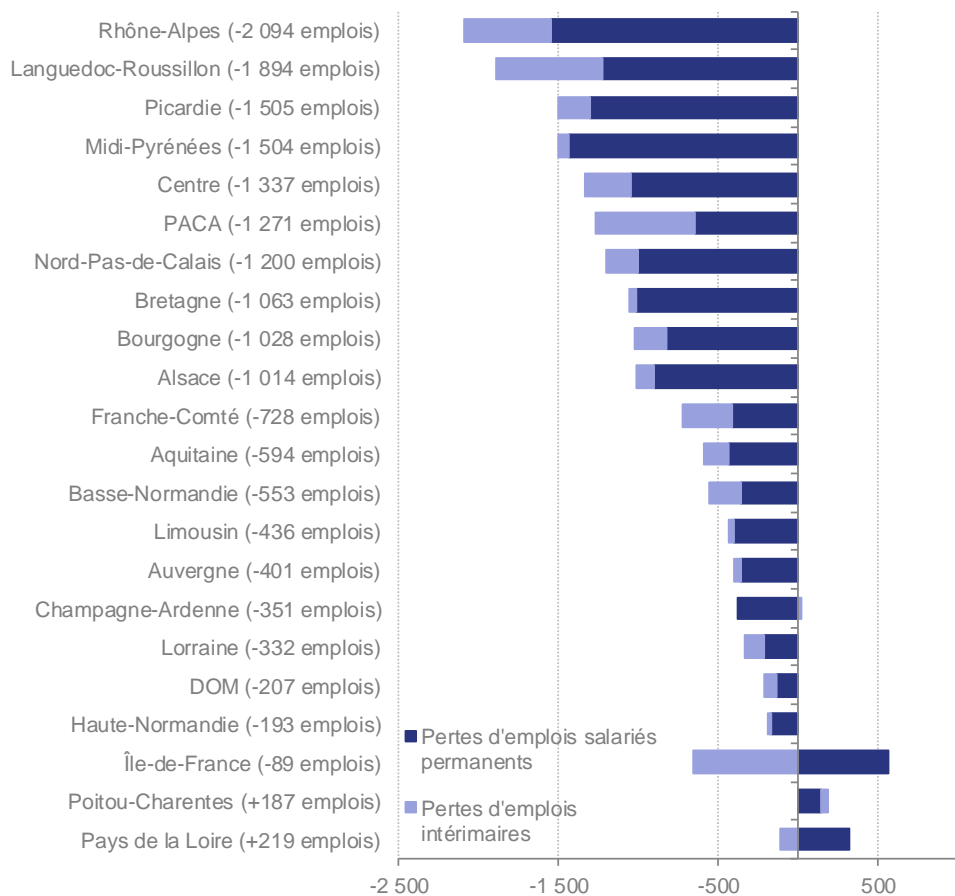
Quelles sont les conséquences sur l'appareil de production entre 2008 et 2014 ?

... pertes d'emploi (salariés + intérim ETP) dans le secteur des Travaux Publics dans les régions

Perte d'emploi salarié et intérimaire Travaux Publics dans les régions françaises entre 2008 et 2014

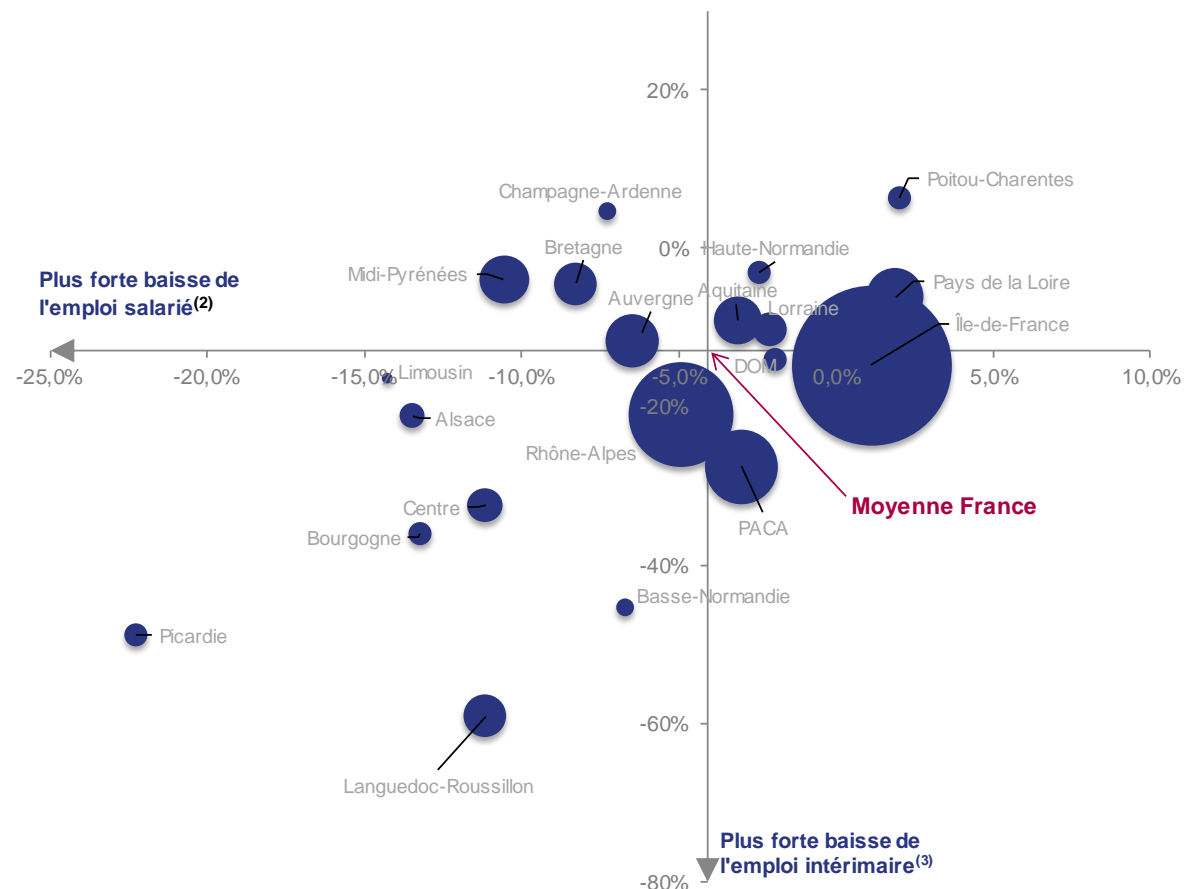
Unité : en effectifs salariés et intérimaires - Source : ACOSS-URSSAF / DARES / estimation GIE

France : -17 164 emplois



Perte d'emploi salarié et intérimaire Travaux Publics dans les régions françaises entre 2008 et 2014⁽¹⁾

Unité : en % des effectifs salariés et intérimaires - Source : ACOSS-URSSAF / DARES / estimation GIE



N.B. : la taille de bulles est proportionnelle aux effectifs salariés et intérimaires Travaux Publics de 2008

Vingt régions enregistrent des pertes d'emploi globales (salariés permanents et/ou intérimaires) entre 2008 et 2014 dans les Travaux Publics.

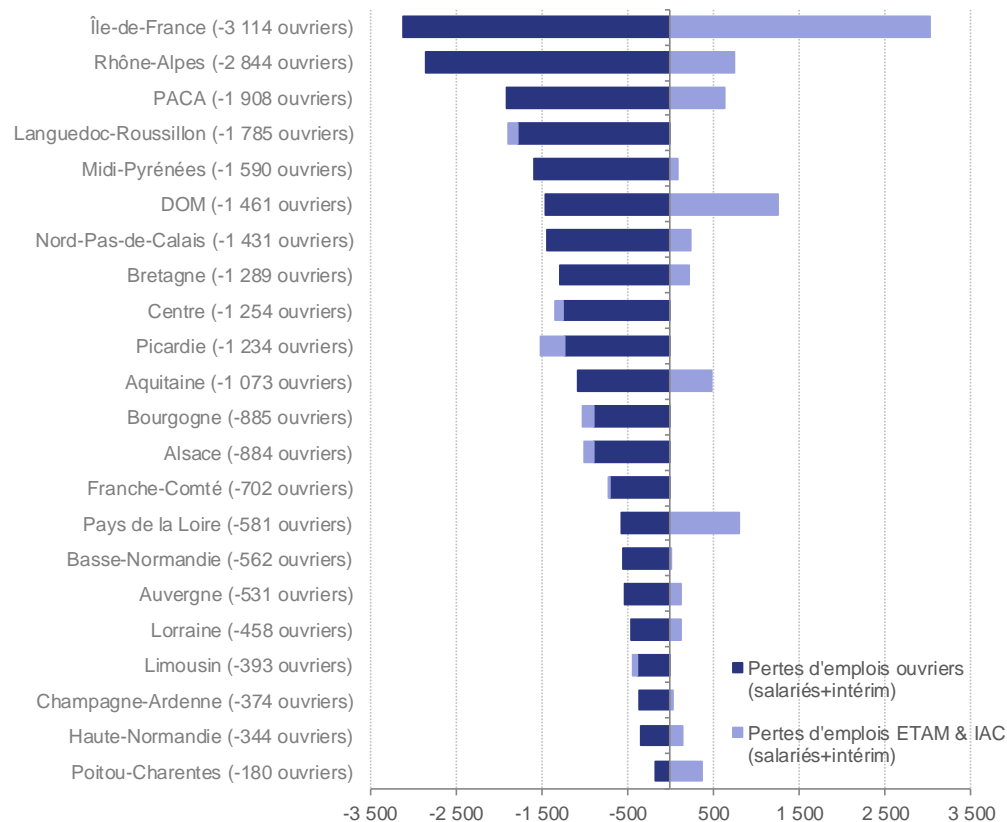
(1) Hors Corse et Franche-Comté // (2) emploi salarié permanent où la baisse/hausse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France // (3) emploi intérimaire en ETP (équivalent temps plein) où la baisse/hausse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France

Quelles sont les conséquences sur l'appareil de production entre 2008 et 2014 ?

...pertes d'emploi (salariés + intérim ETP) par statut dans le secteur des Travaux Publics dans les régions

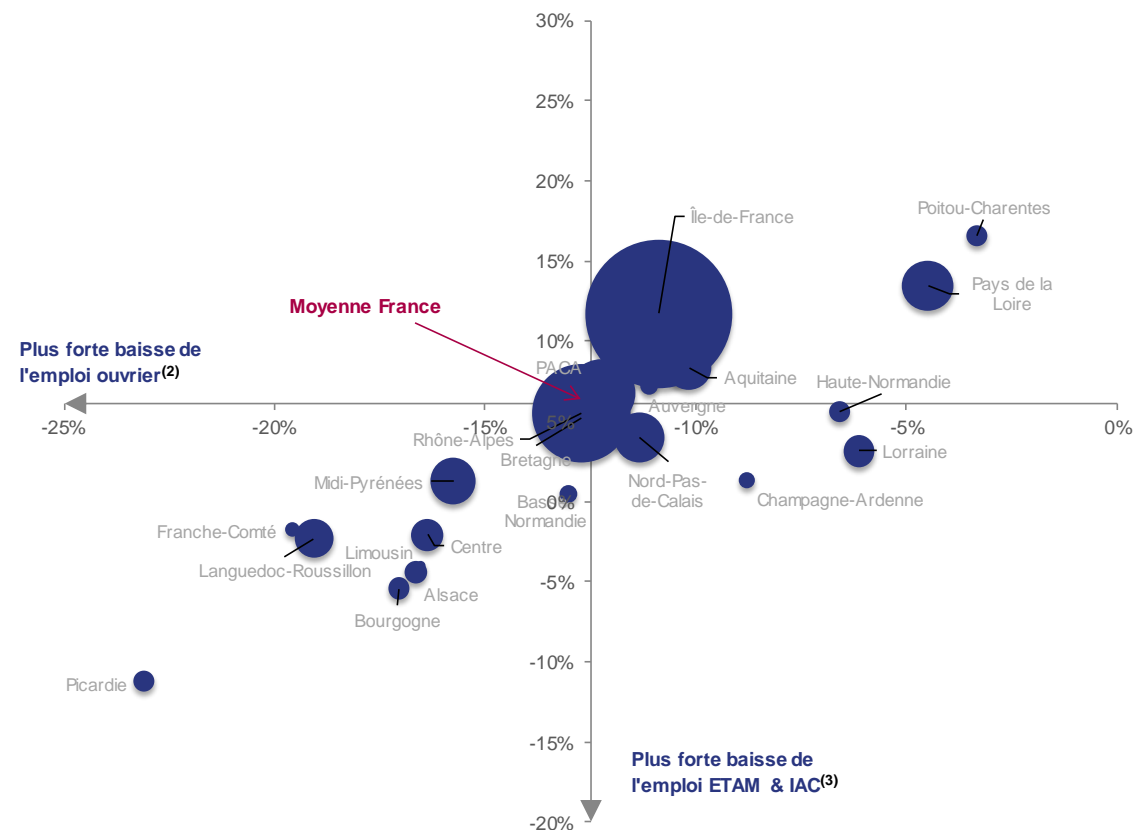
Perte d'emploi salarié et intérimaire Travaux Publics selon le statut dans les régions françaises entre 2008 et 2014

Unité : en effectifs ouvriers et ETAM & IAC - Source : ACOSS-URSSAF / DARES / UCF / estimation GIE



Perte d'emploi salarié et intérimaire Travaux Publics selon le statut dans les régions françaises entre 2008 et 2014

Unité : en % des effectifs ouvriers et ETAM & IAC - Source : ACOSS-URSSAF / DARES / UCF / estimation GIE



N.B. : la taille de bulles est proportionnelle aux effectifs salariés et intérimaires de Travaux Publics de 2008

Si l'on analyse plus particulièrement l'emploi ouvrier, la totalité des régions enregistre une baisse des effectifs entre 2008 et 2014. Toutefois, quinze régions affichent une hausse des effectifs sous statut ETAM et cadre.

(1) Hors Corse et DOM // (2) emploi ouvrier où la baisse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France // (3) emploi ETAM et IAC où la baisse/hausse est proportionnellement +/- importante que la moyenne France

Les Matériaux

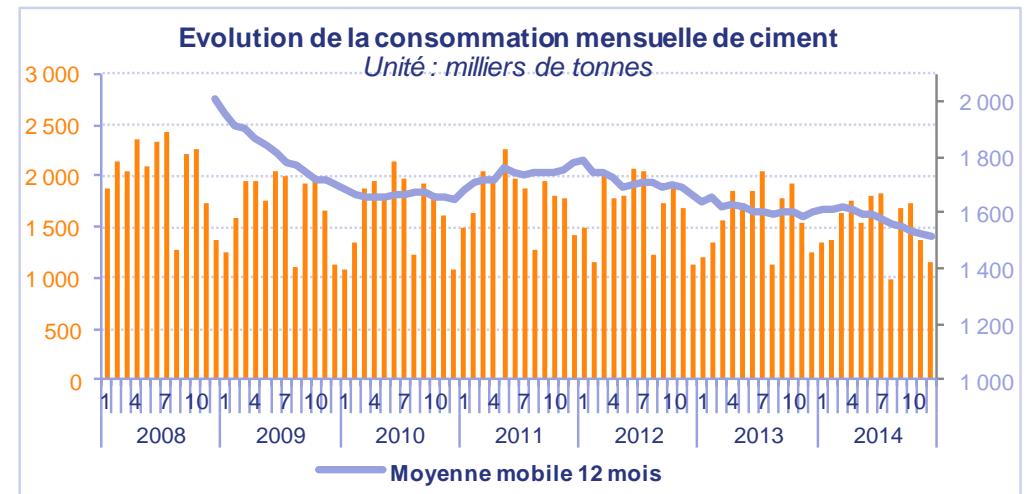
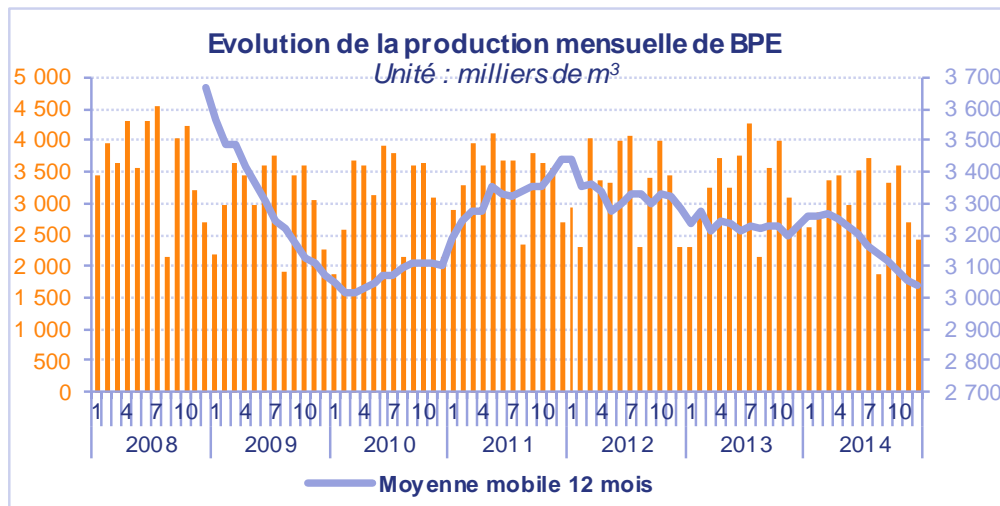
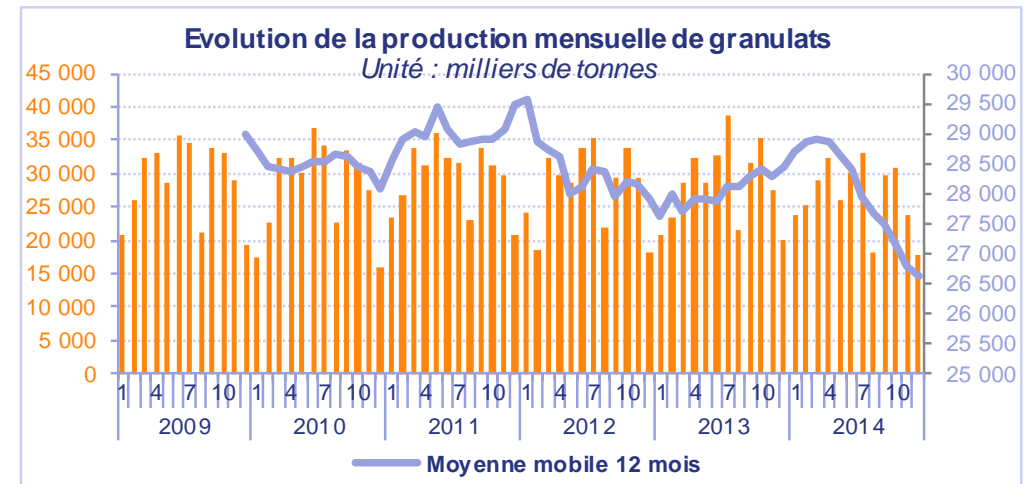
Comparaisons inter-régionales

Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

France : accentuation de la baisse des productions de BPE (6%) et de granulats (6,4%). Pour la période de janvier à novembre 2014, la consommation de ciment recule également de 5,4%.

La production de matériaux Evol 1 an

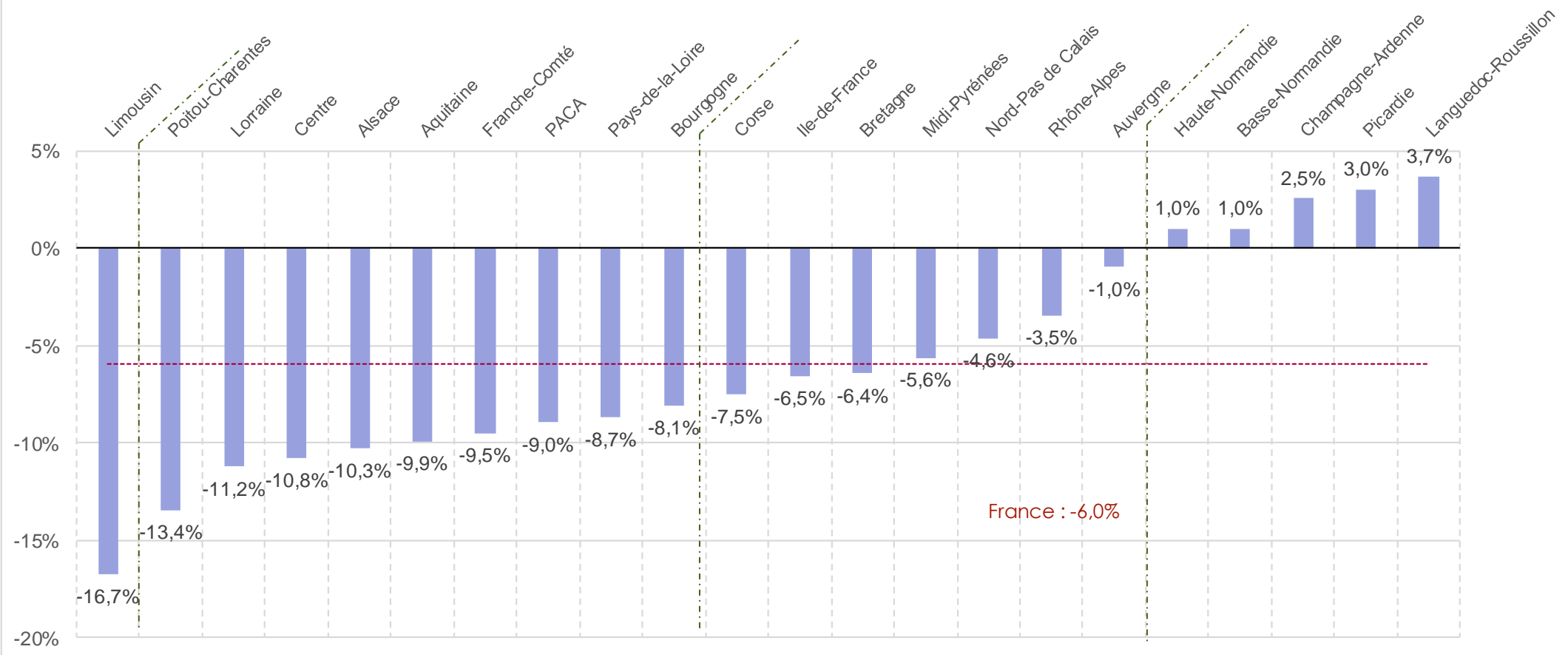
Production de BPE en 2014	36 465 877 m ³	-6,0%	▼
Production de Granulats en 2014	319 310 kt	-6,4%	▼
Consommation de Ciment en 2014	18 165 kt	-5,4%	▼



Sources : UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

Production cumulée de BPE 2014/2013 (%)

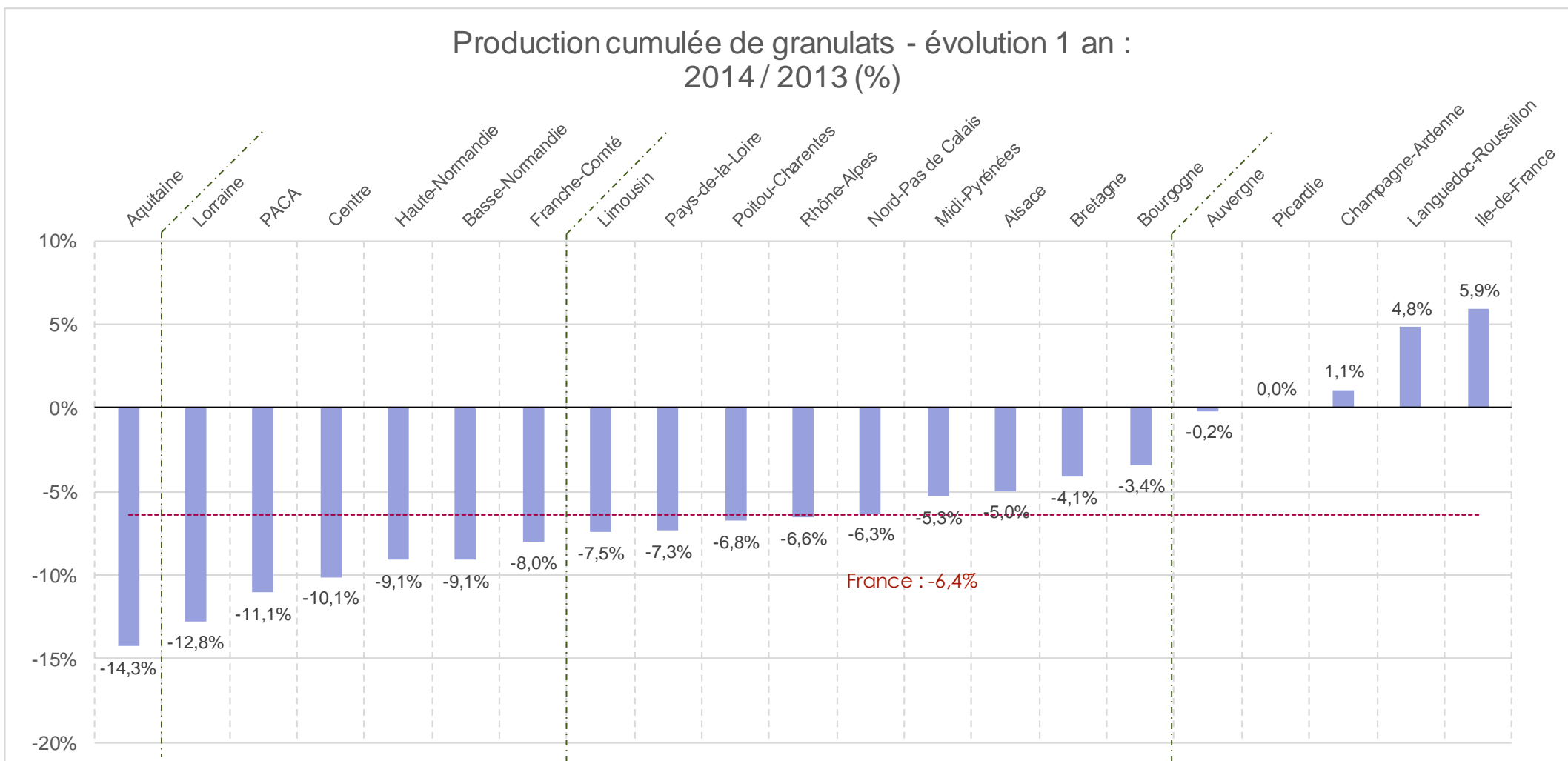


Basse-Normandie et Haute-Normandie présentent les données pour le total de la Normandie .

Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

Production cumulée de granulats - évolution 1 an :
2014 / 2013 (%)

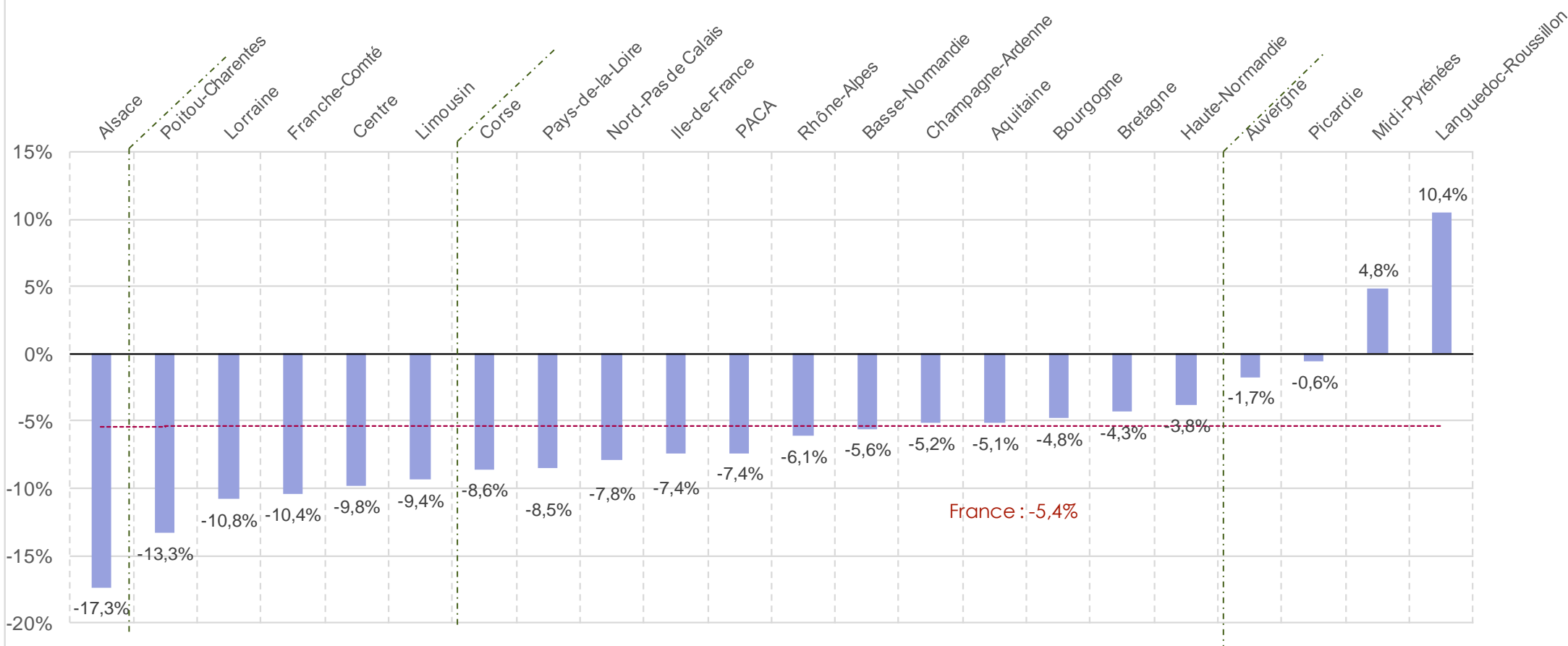


Basse-Normandie et Haute-Normandie présentent les données pour le total de la Normandie.

Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

Consommation cumulée de ciment - évolution 1 an :
2014/ 2013 (%)

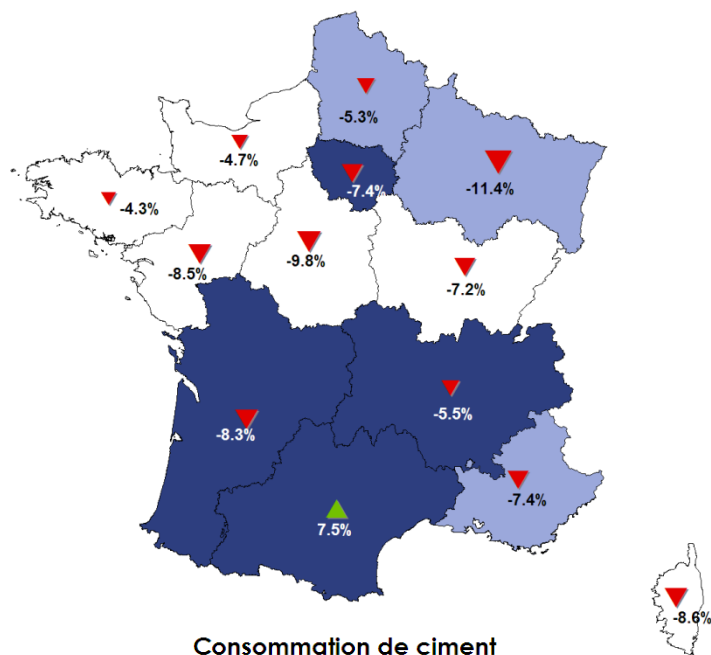


Source : SFIC (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

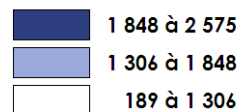
Quelles tendances pour le secteur des matériaux ?

Analyse selon les 13 nouvelles grandes régions
Consommation et production de matériaux en 2014

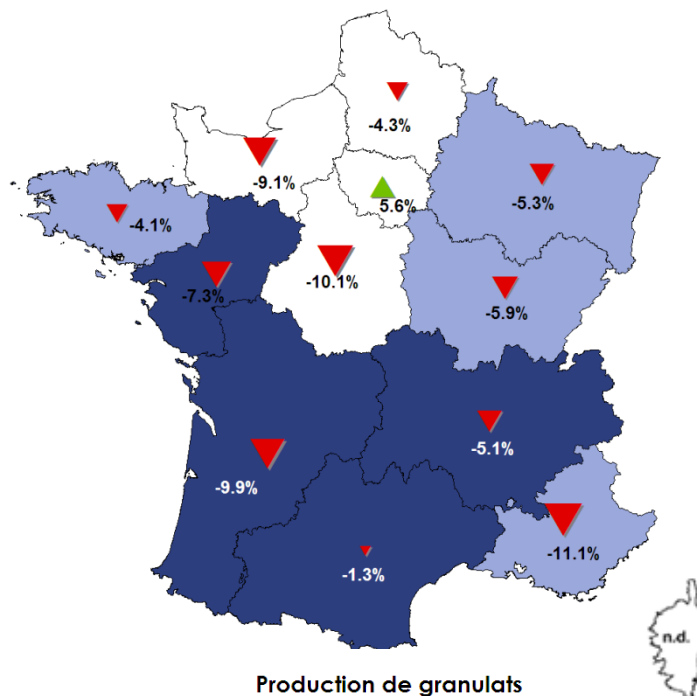
Consommation de ciment
Année 2014, évol. 1 an



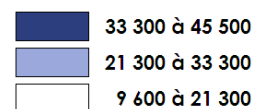
Consommation de ciment
(en milliers de tonnes)



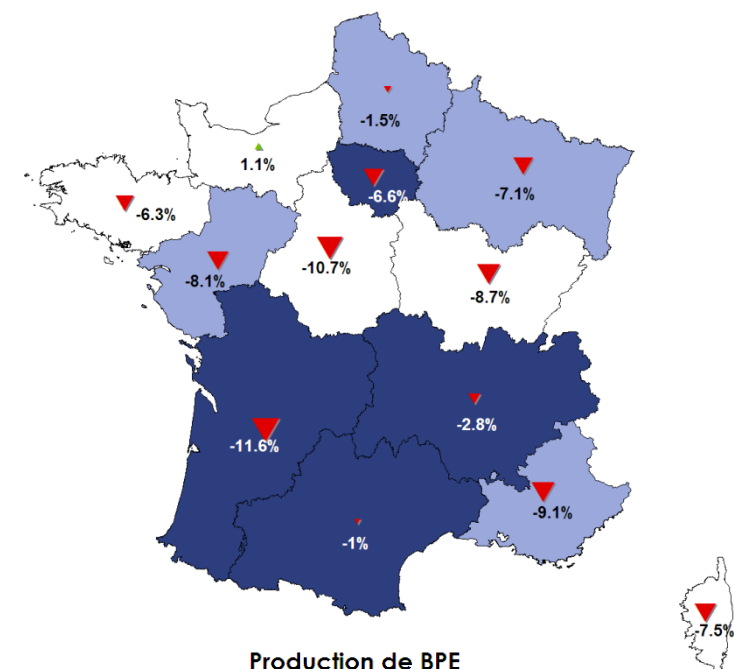
Production de granulats
Année 2014, évol. 1 an



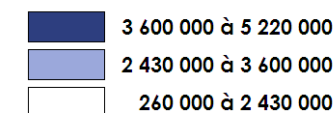
Production de granulats
(en milliers de tonnes)



Production de BPE
Année 2014, évol. 1 an



Production de BPE
(en milliers de m3)



Sources : UNICEM pour le BPE et les granulats, SFIC pour le ciment (données brutes, non cvs, non cjo ; disponibles pour la France métropolitaine)

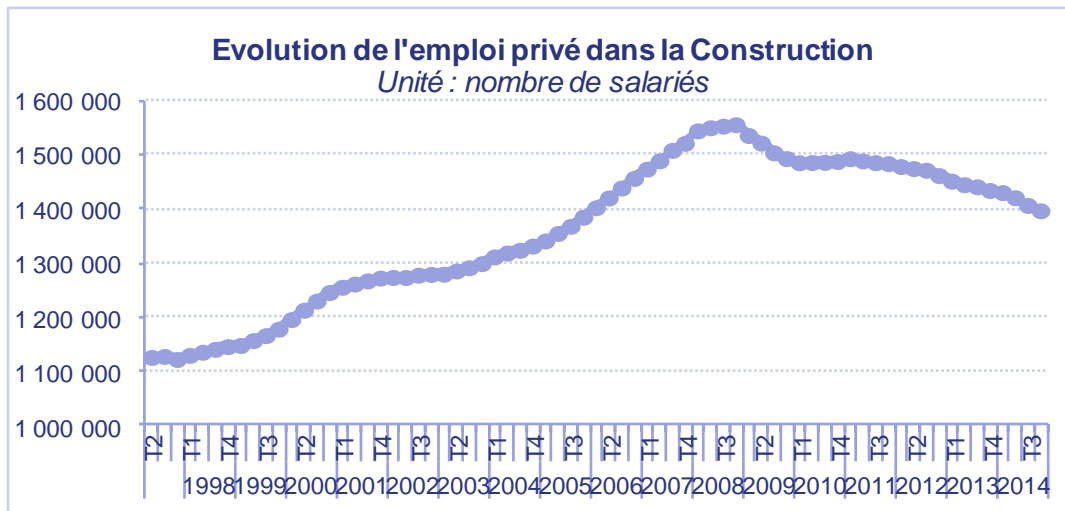
L'appareil de production dans la Construction Comparaisons inter-régionales

Quelles sont les conséquences sur l'emploi salarié ?

France : 1 415 212 salariés dans le secteur de la construction en moyenne sur l'année 2014, une baisse de 2% par rapport à 2013.

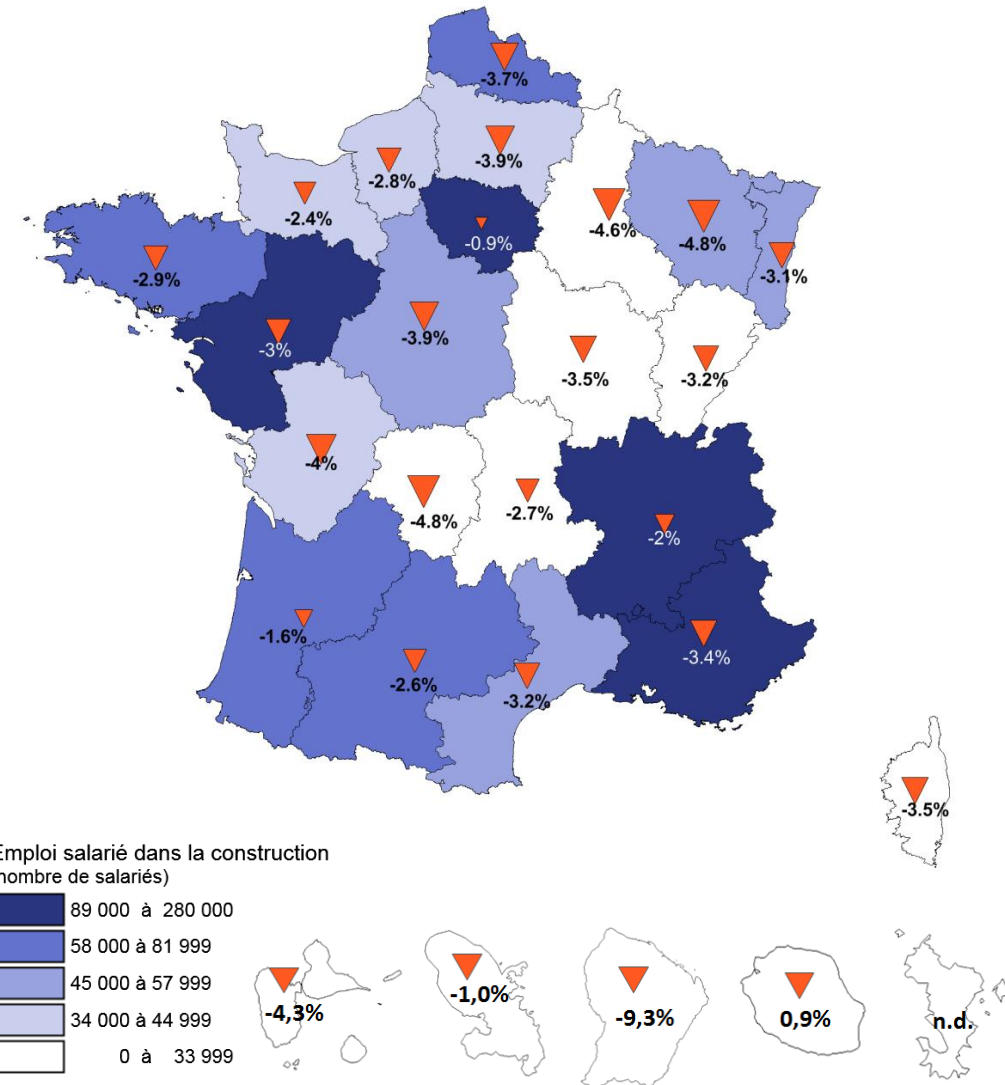
Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4 ^e trimestre 2014 - Evol 1 an		
Nombre de salariés au 4 ^e trim. 2014	1 398 309 sal.	-2,6%	▼
Nombre de salariés en 2014 *	1 415 212 sal.	-2,0%	▼

* en moyenne sur l'année



Régions : au 4^{ème} trimestre 2014, l'emploi salarié est en recul dans la totalité des régions.

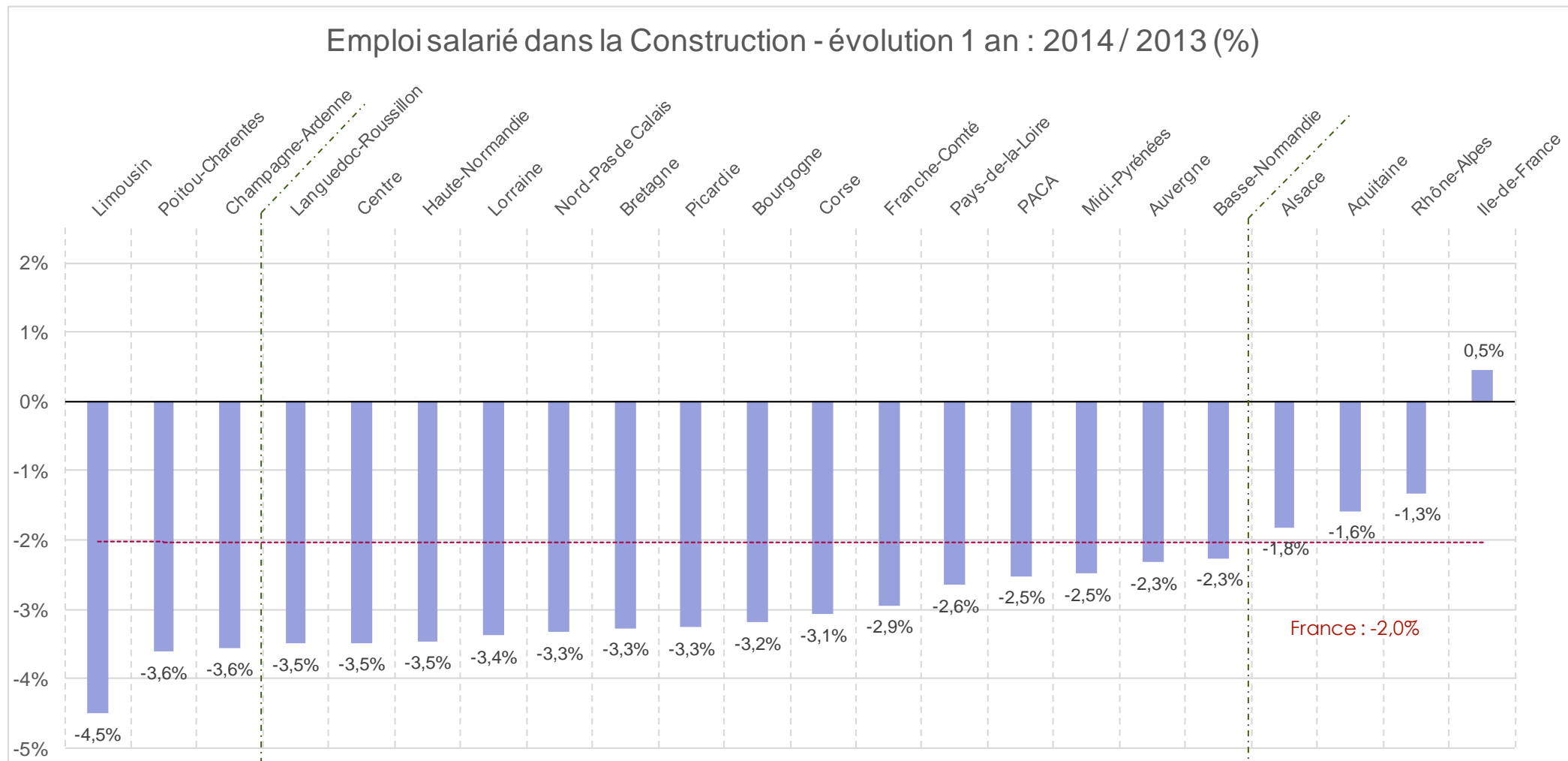
Emploi salarié dans la construction
4^{ème} trimestre 2014, évol. 1 an



Source : ACOSS – URSSAF (données cvs)

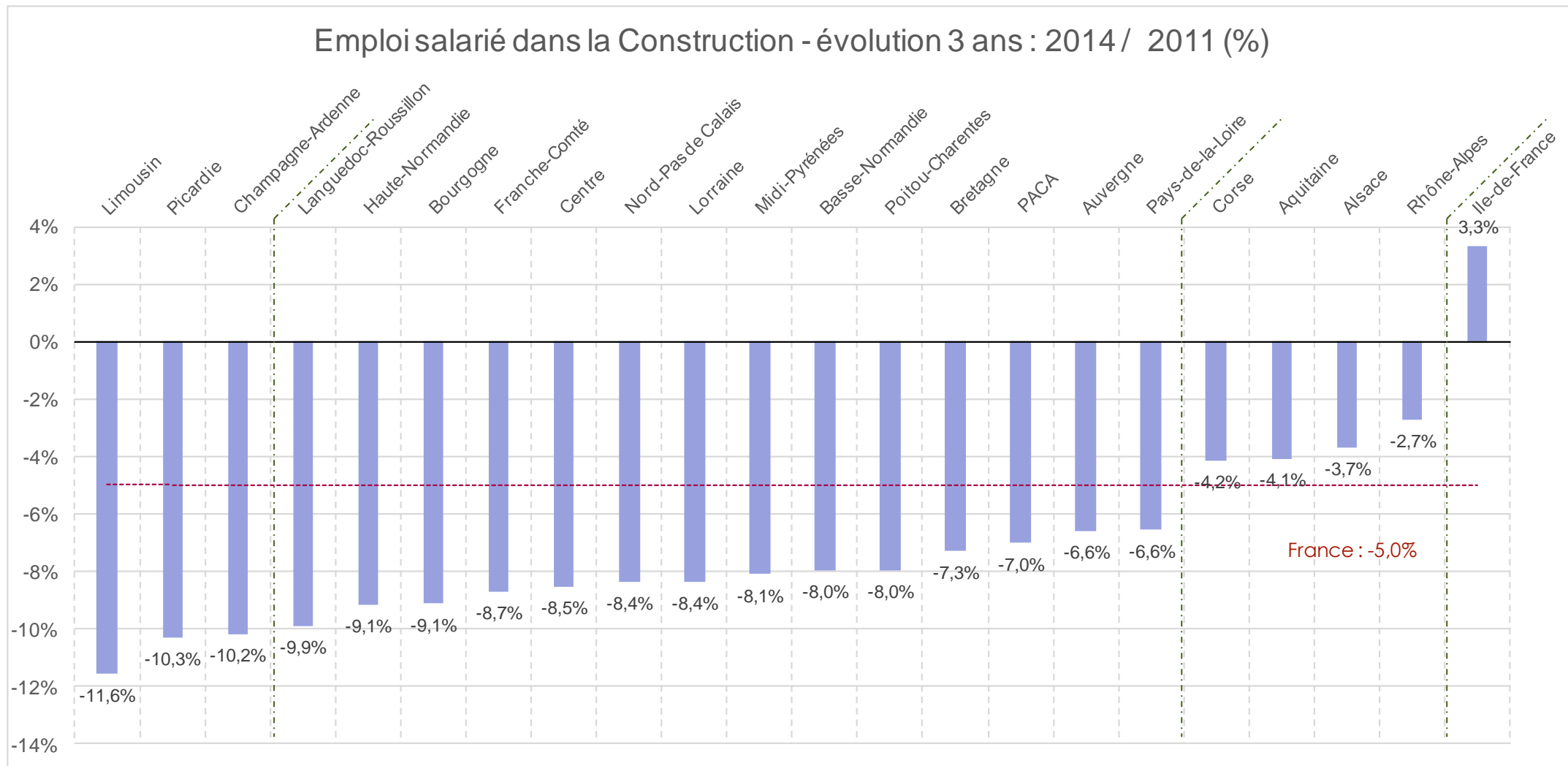
Quelles sont les conséquences sur l'emploi salarié ?

Seules quatre régions présentent une évolution de l'emploi salarié moins défavorable que la moyenne nationale.



Source : ACOSS – URSSAF (données cvs) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelles sont les conséquences sur l'emploi salarié ?

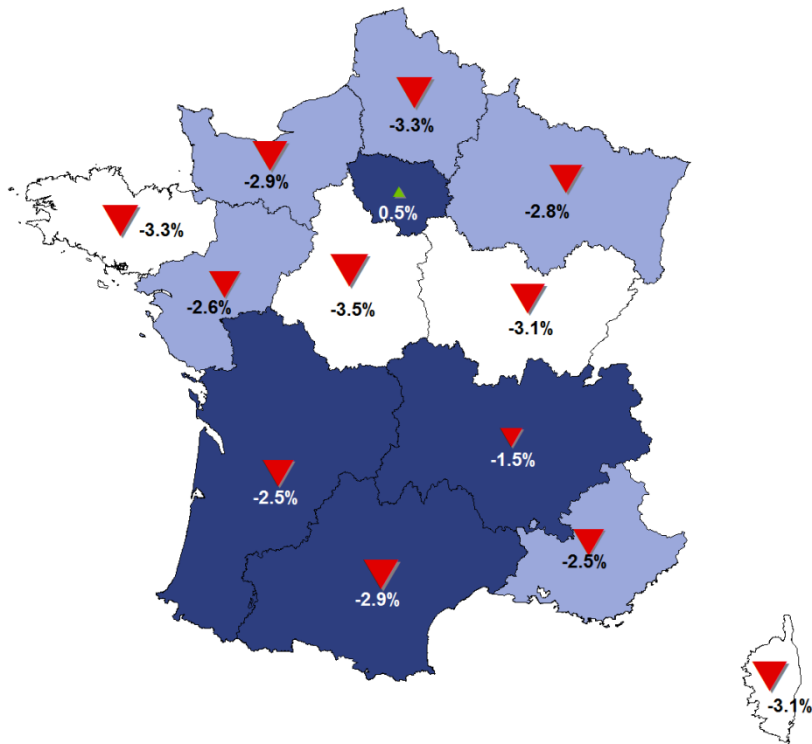


Source : ACOSS – URSSAF (données cvs) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

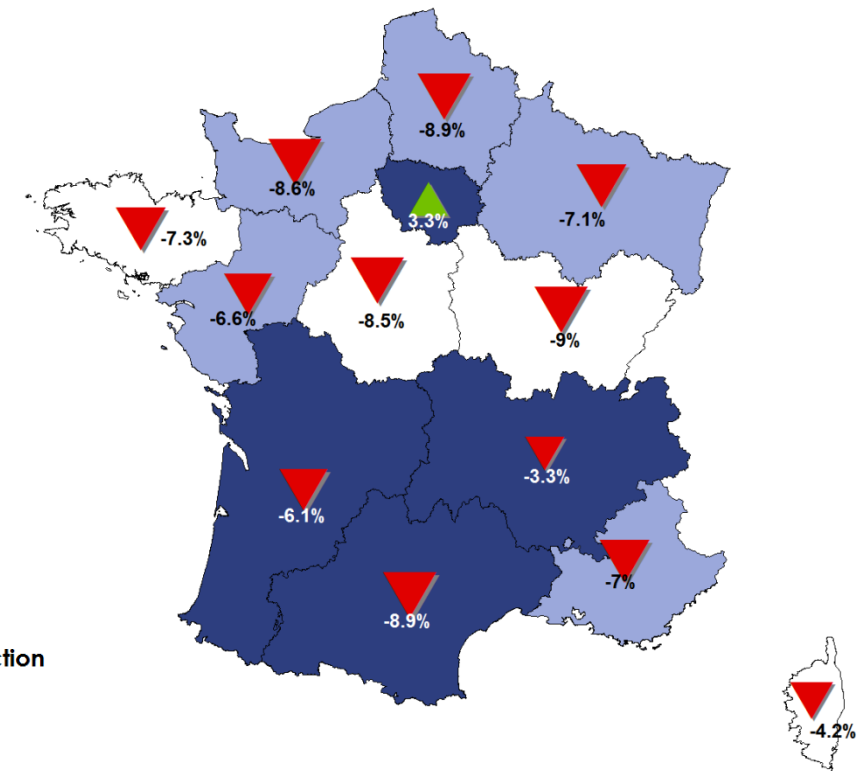
Quelles sont les conséquences sur l'emploi salarié ?

Analyse selon les 13 nouvelles grandes régions
Emploi salarié dans la construction en 2014

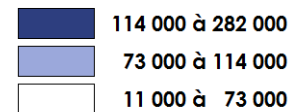
Evolution 1 an (2014/2013)



Evolution 3 ans (2014/2011)



Emploi salarié dans la construction
(en nombre de salariés)



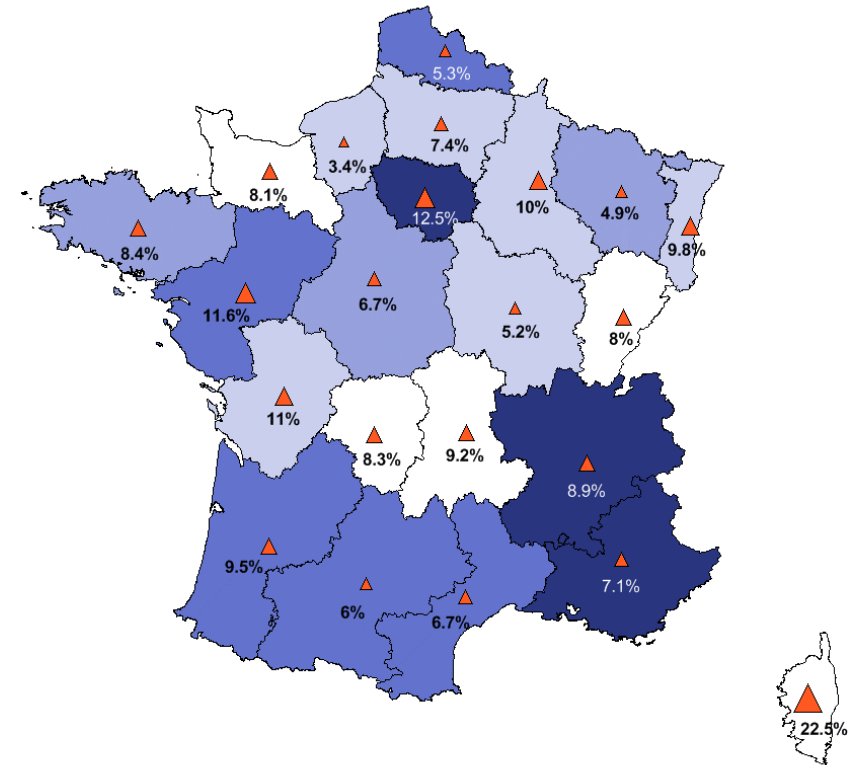
Source : ACOSS – URSSAF (données cvs)

Quelles sont les conséquences sur la demande d'emploi ?

France : 346 313 demandeurs d'emploi dans la construction à fin décembre 2014, une hausse de 7,9% par rapport à 2013 et qui s'accroît.

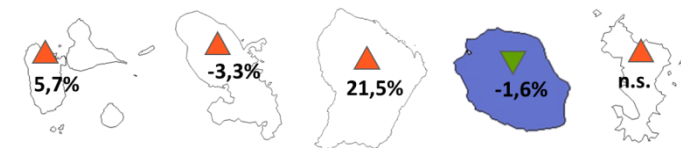
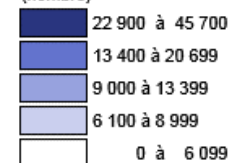
Demande d'emploi dans la construction fin décembre 2014, évol. 1 an

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	Décembre 2014 - Evol 1 an		
DEFM Bâtiment et Travaux Publics	346 313 DEFM	+7,9%	▲
DEFM tous secteurs économiques	3 823 867 DEFM	+5,2%	▲
% Bâtiment et Travaux Publics / ensemble de l'activité	9%	+0,2 pts	▲



Régions : le nombre de demandeurs d'emploi est en hausse dans toutes les régions à fin décembre 2014.

Demandes d'emplois en fin de mois (nombre)

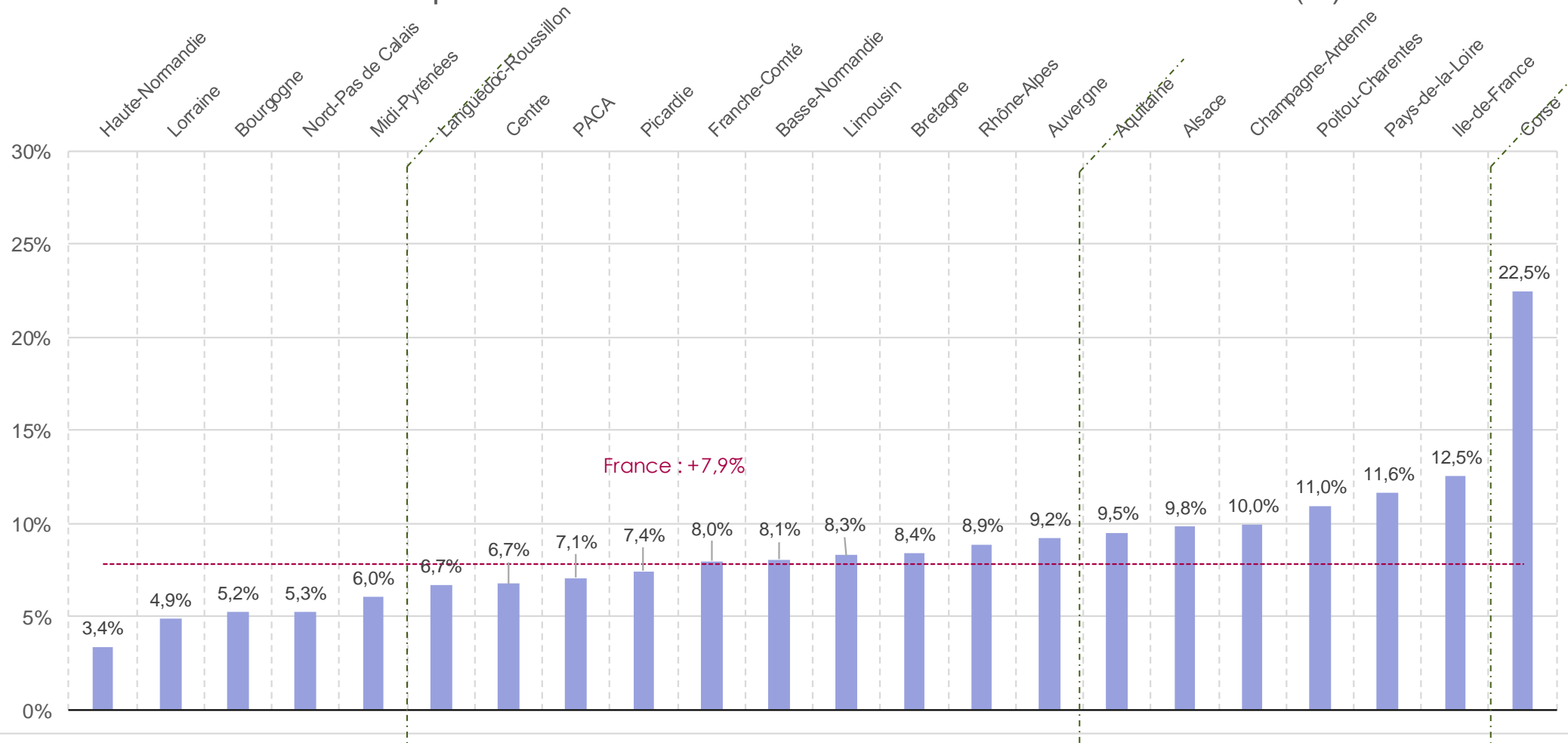


Note : ces données présentent les demandeurs d'emploi issus d'entreprises de la Construction. Il s'agit des demandes catégorie A (demandeurs d'emploi sans emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi)

Source : DARES (données brutes)

Quelles sont les conséquences sur la demande d'emploi ?

Demandes d'emploi de la Construction - évolution 1 an : dec.2014/ dec.2013 (%)

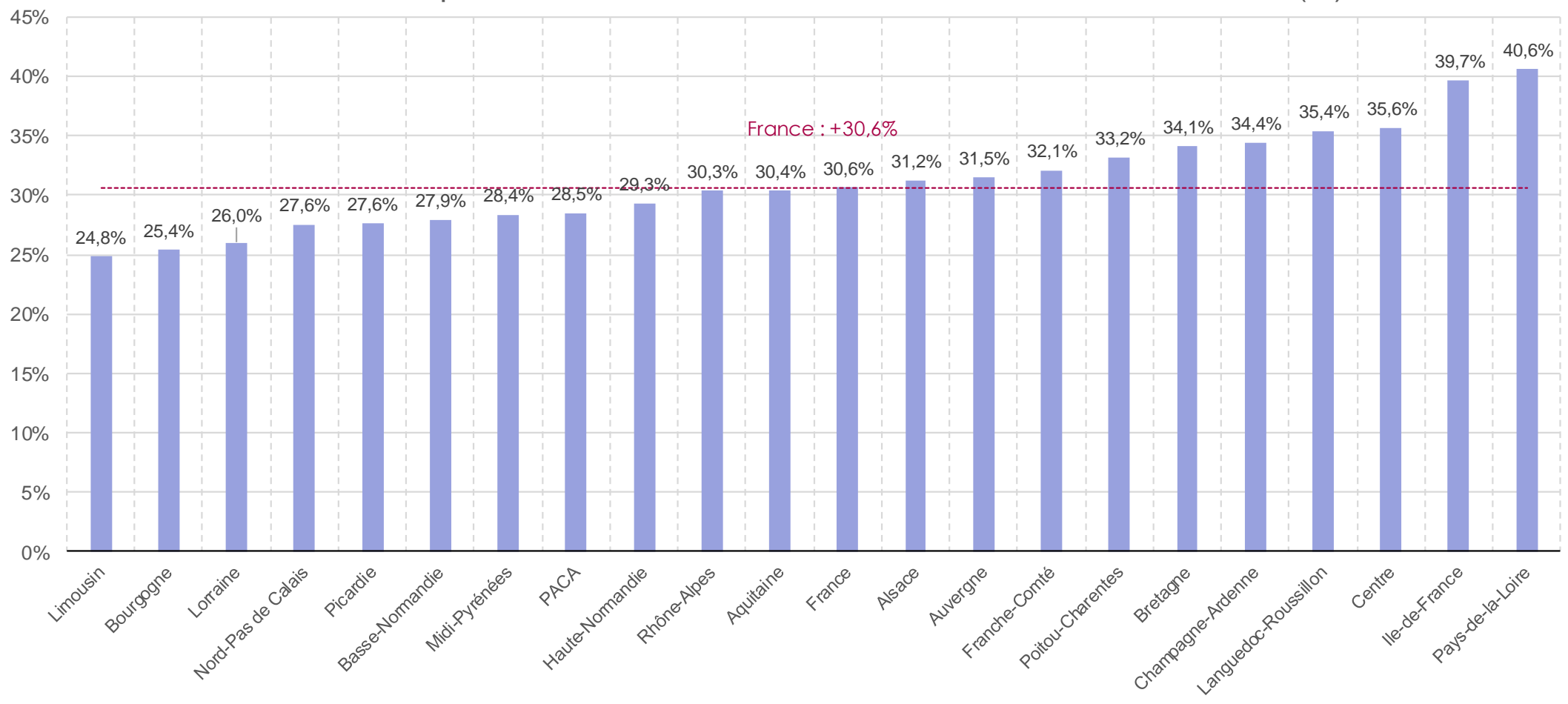


Note : ces données présentent les demandeurs d'emploi issus d'entreprises de la Construction.

Source : DARES (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelles sont les conséquences sur la demande d'emploi ?

Demandes d'emploi de la Construction - évolution 3 ans : dec.2014 / dec.2011 (%)



Note : ces données présentent les demandeurs d'emploi issus d'entreprises de la Construction.

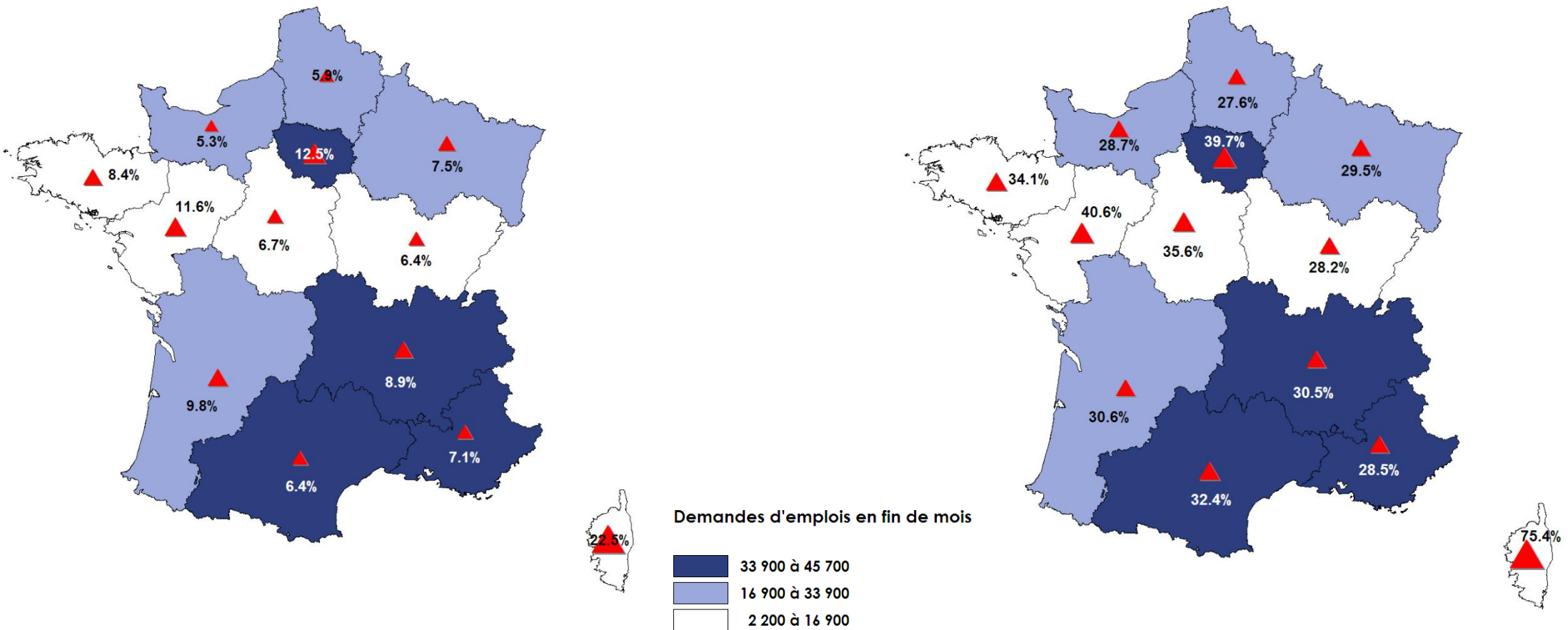
Source : DARES (données brutes) ; l'analyse inter-régionale est produite pour les régions métropolitaines.

Quelles sont les conséquences sur la demande d'emploi ?

Analyse selon les 13 nouvelles grandes régions
Demandes d'emplois dans la construction en 2014

Evolution 1 an (2014/2013)

Evolution 3 ans (2014/2011)

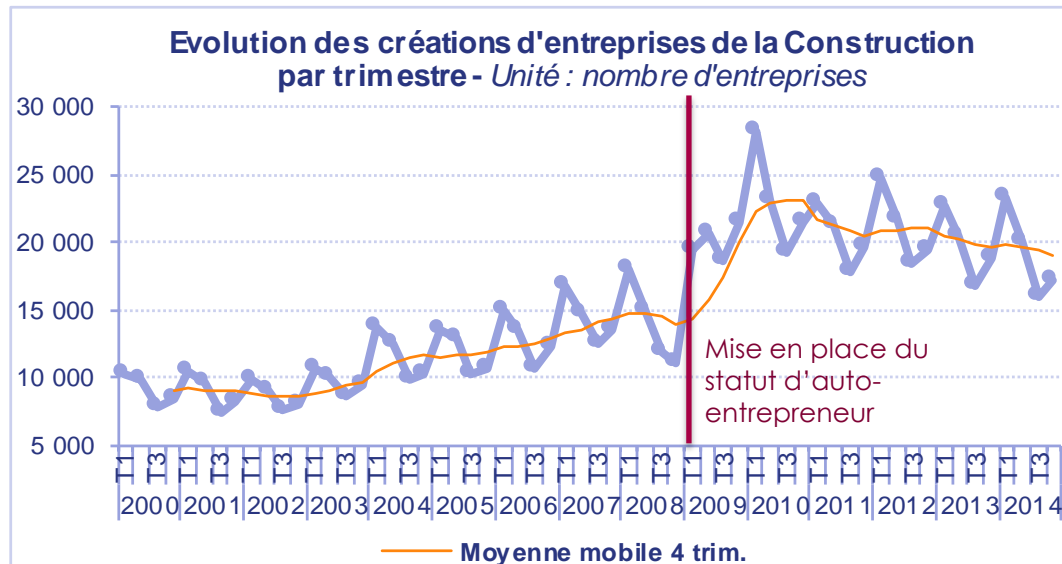


Source : DARES (données brutes – ETP sur 52 semaines)

Comment évoluent les créations d'entreprises ?

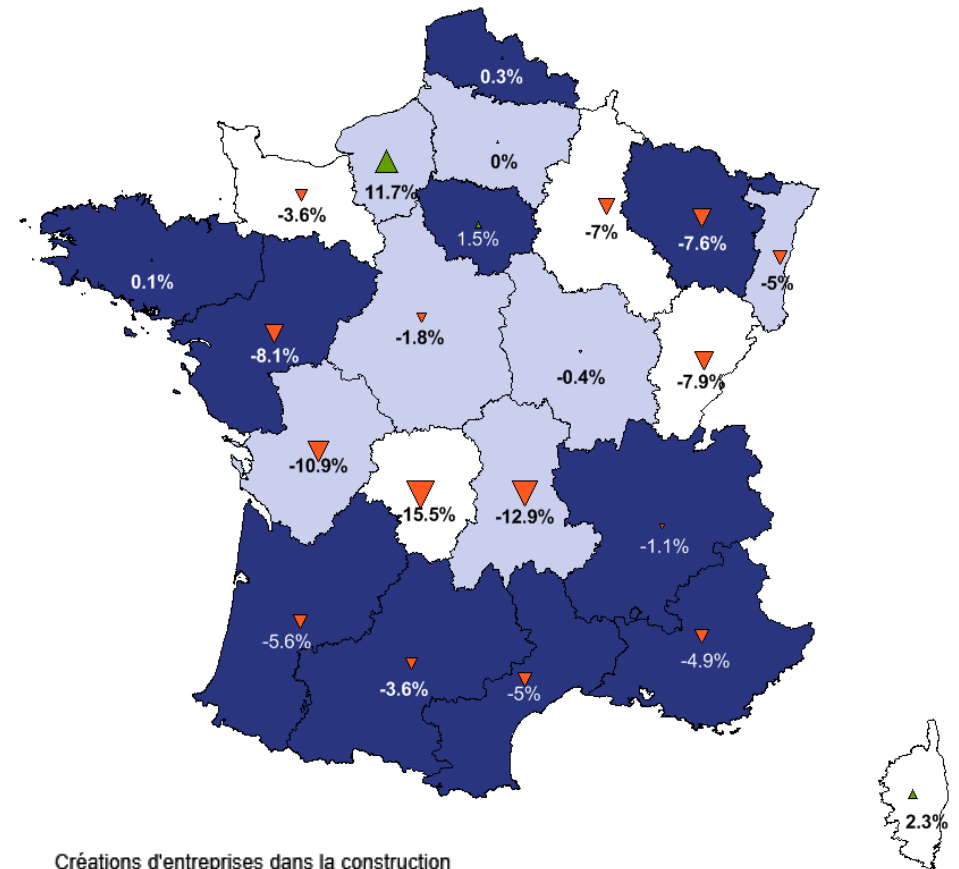
France : 76 508 créations d'entreprises dans le secteur de la construction en 2014, soit une baisse de 3,0% par rapport à 2013.

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	4° trimestre 2014 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	17 219 créa.	-8,7%	▼
Créations de l'année 2014	76 508 créa.	-3,0%	▼



Régions : les créations sont en baisse dans la grande majorité des régions en 2014.

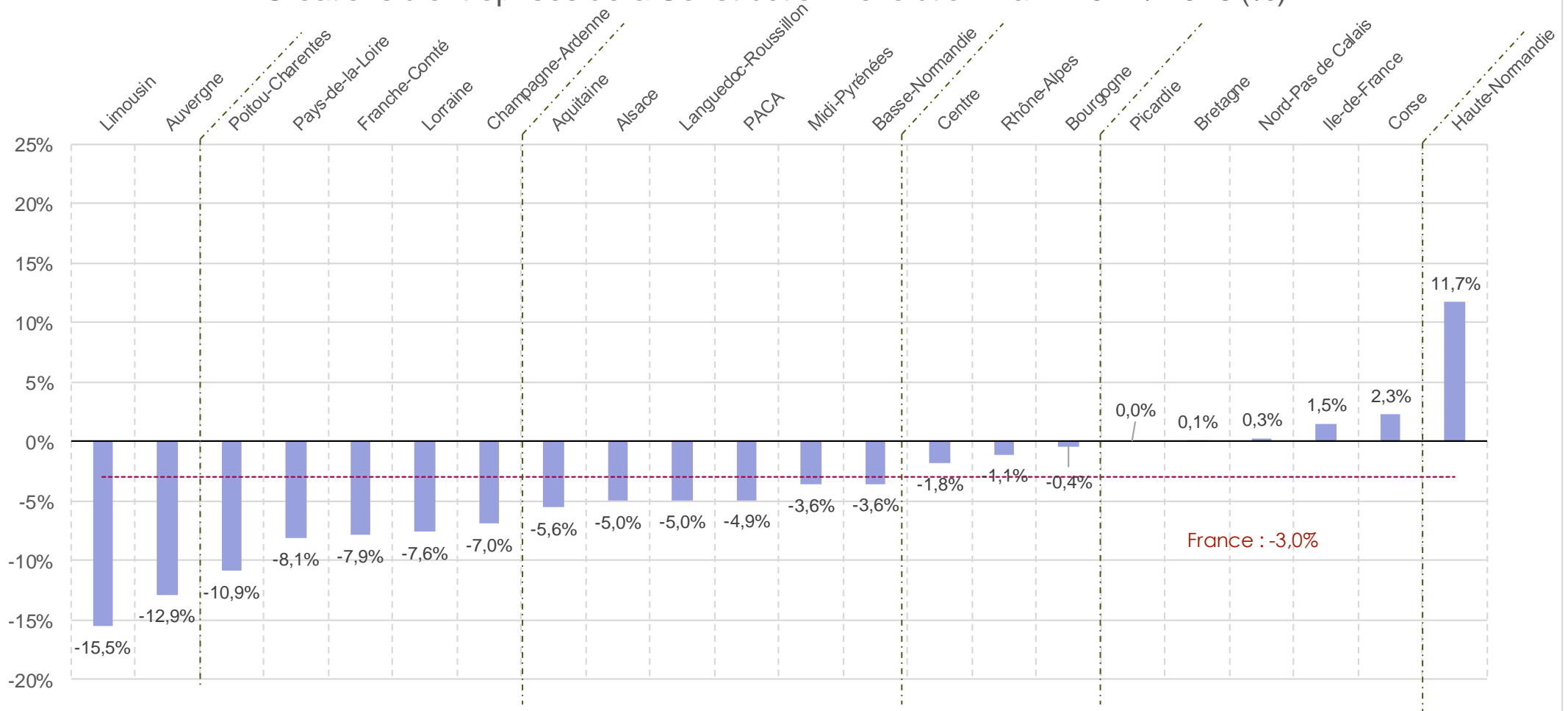
Créations d'entreprises dans le secteur de la construction – Année 2014, évol. 1 an



Source : INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

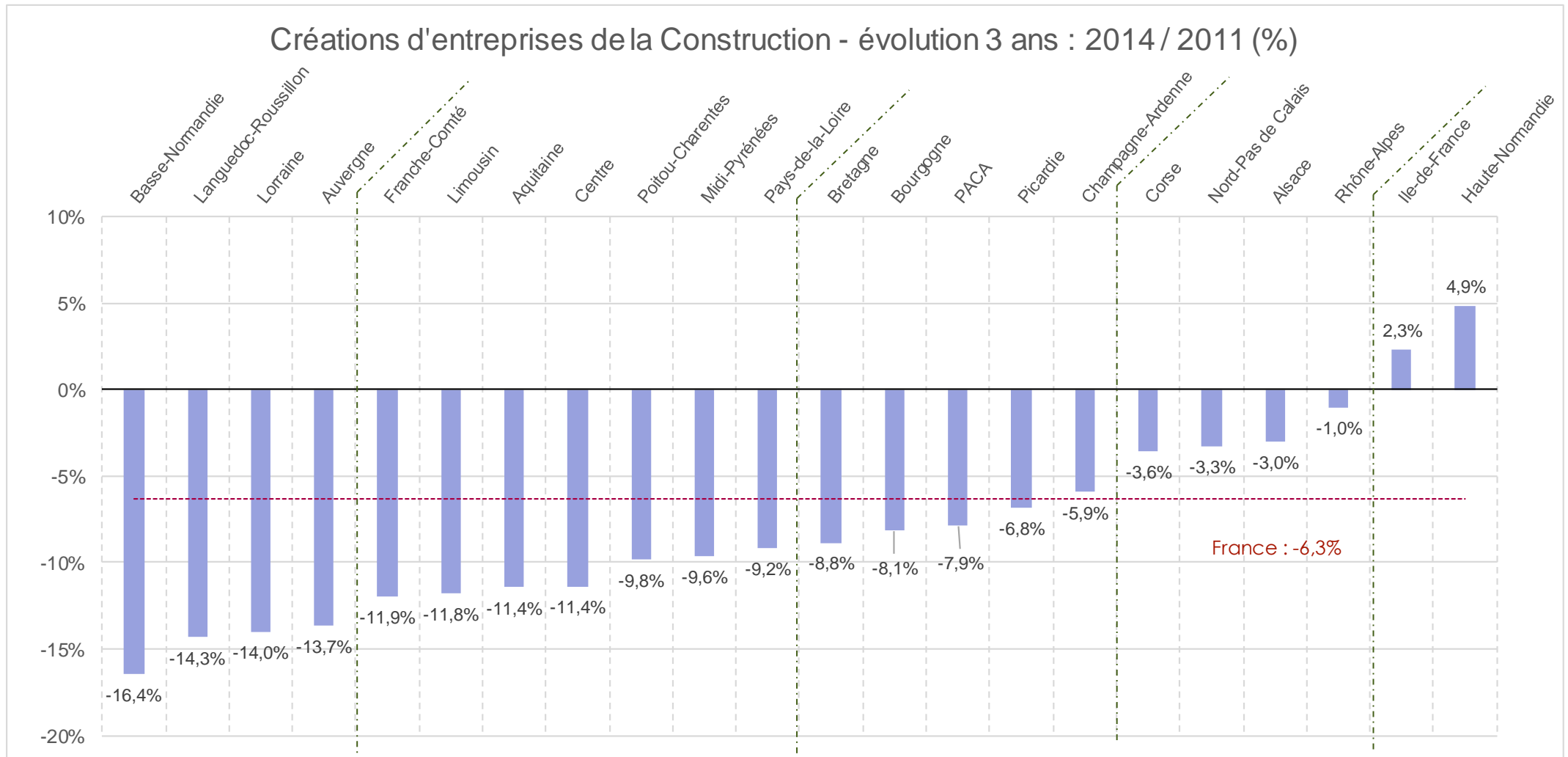
Comment évoluent les créations d'entreprises ?

Créations d'entreprises de la Construction - évolution 1 an : 2014/2013 (%)



Source : INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Comment évoluent les créations d'entreprises ?

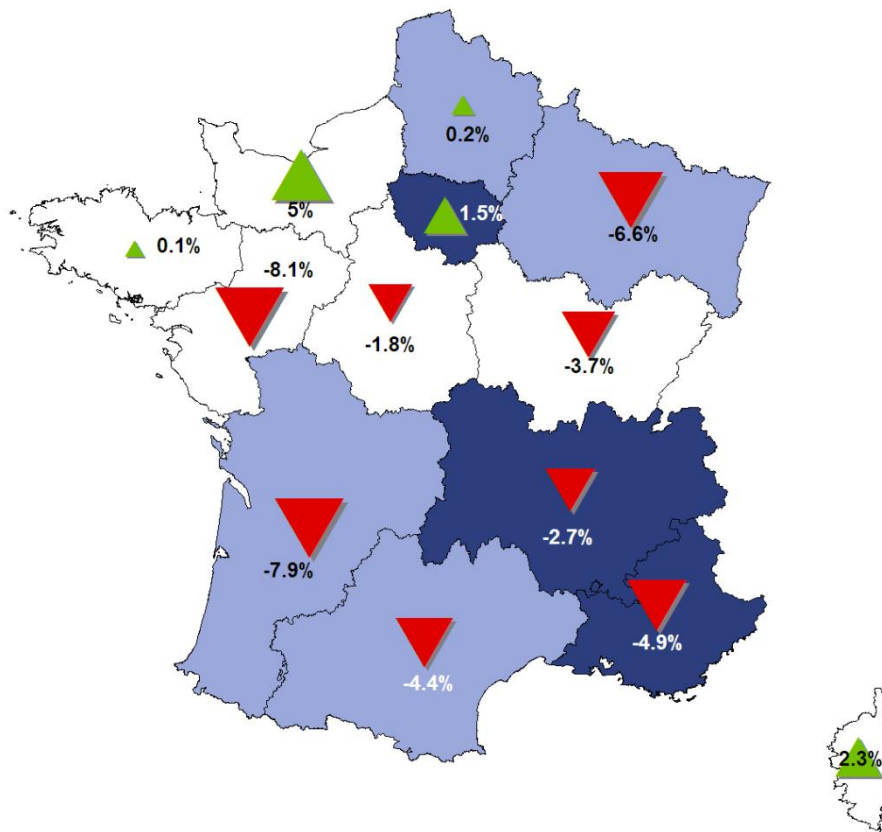


Source : INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

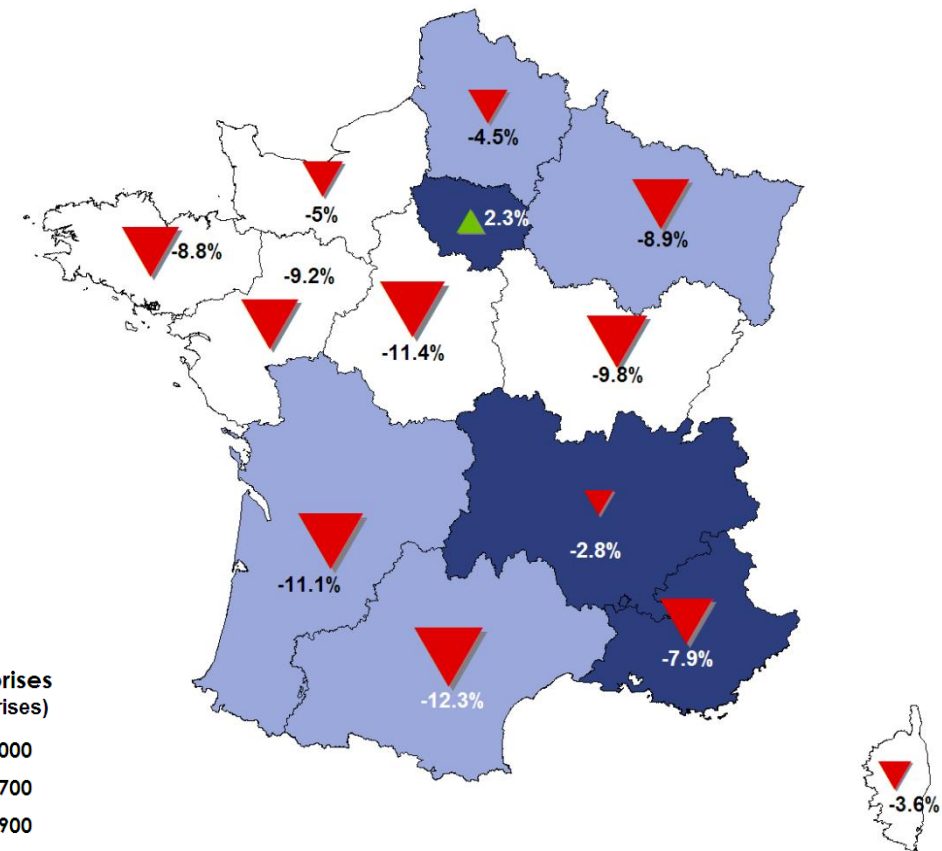
Comment évoluent les créations d'entreprises ?

Analyse selon les 13 nouvelles grandes régions
Créations d'entreprises en 2014

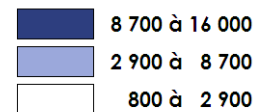
Evolution 1 an (2014/2013)



Evolution 3 ans (2014/2011)



Création d'entreprises
(en nombre d'entreprises)

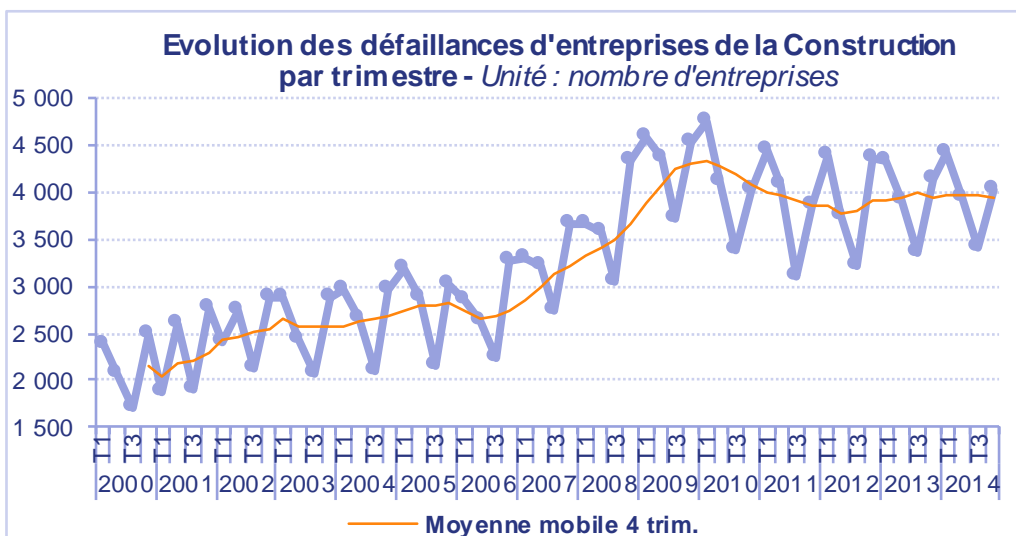


Source : INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

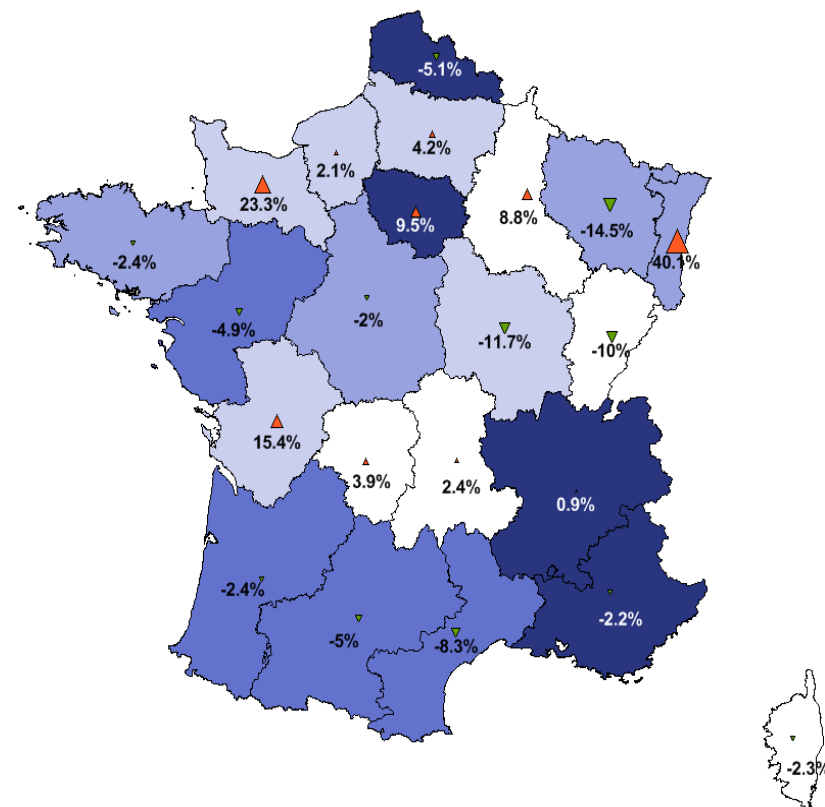
Comment évoluent les défaillances d'entreprises ?

France : plus de 15 800 défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction en 2014. Ceci représente une quasi-stabilité, à 0,4 % par rapport à l'année précédente.

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	4° trimestre 2014 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	4 035 déf.	-2,3%	▼
Défaillances de l'année 2014	15 822 déf.	+0,4%	=



Défaillances d'entreprises dans le secteur de la construction
Année 2014, évol. 1 an



Régions : en 2014, les défaillances d'entreprises baissent dans 12 régions.

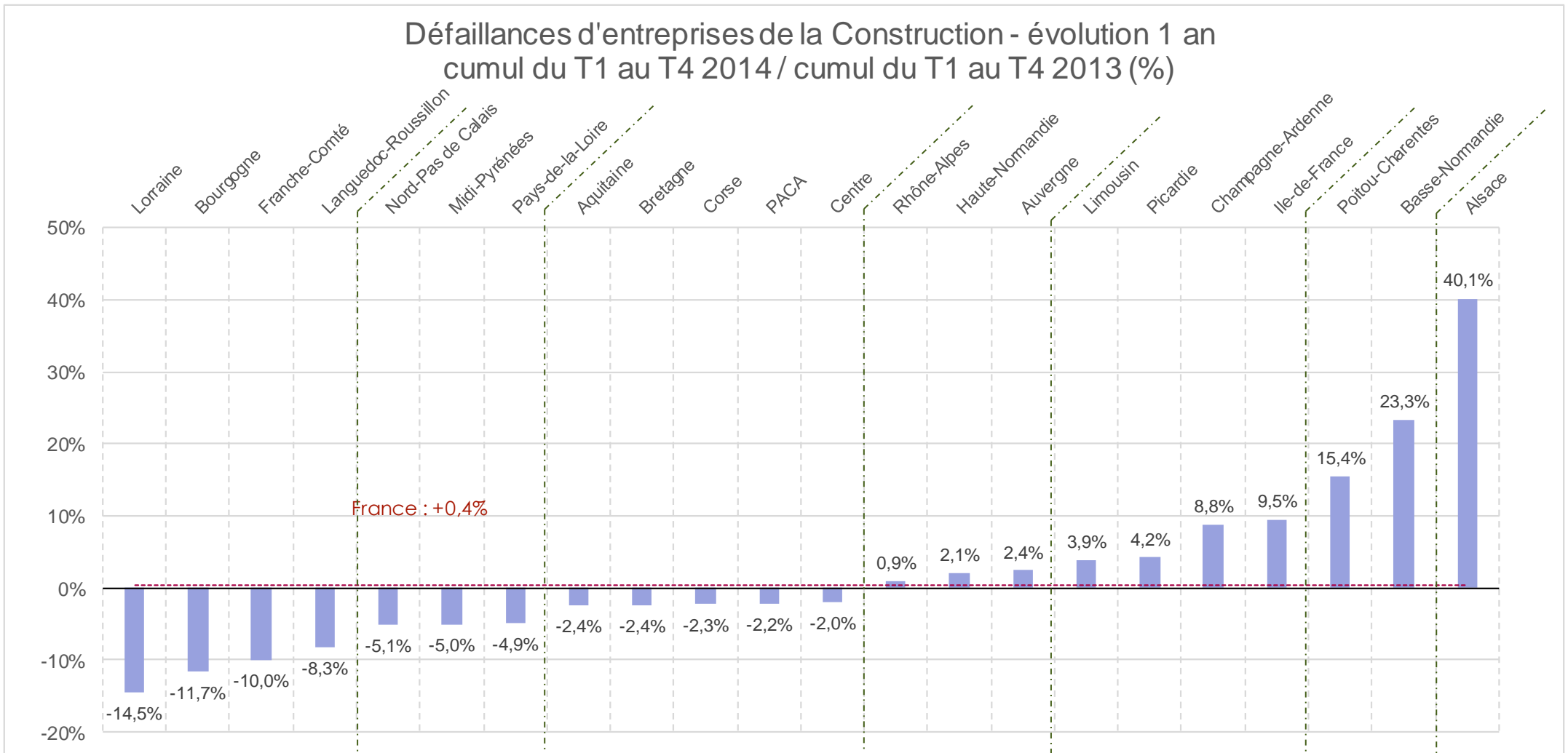
Défaillances d'entreprises dans la construction (nombre)

845 à 3 259
145 à 203
90 à 144
60 à 89
0 à 59



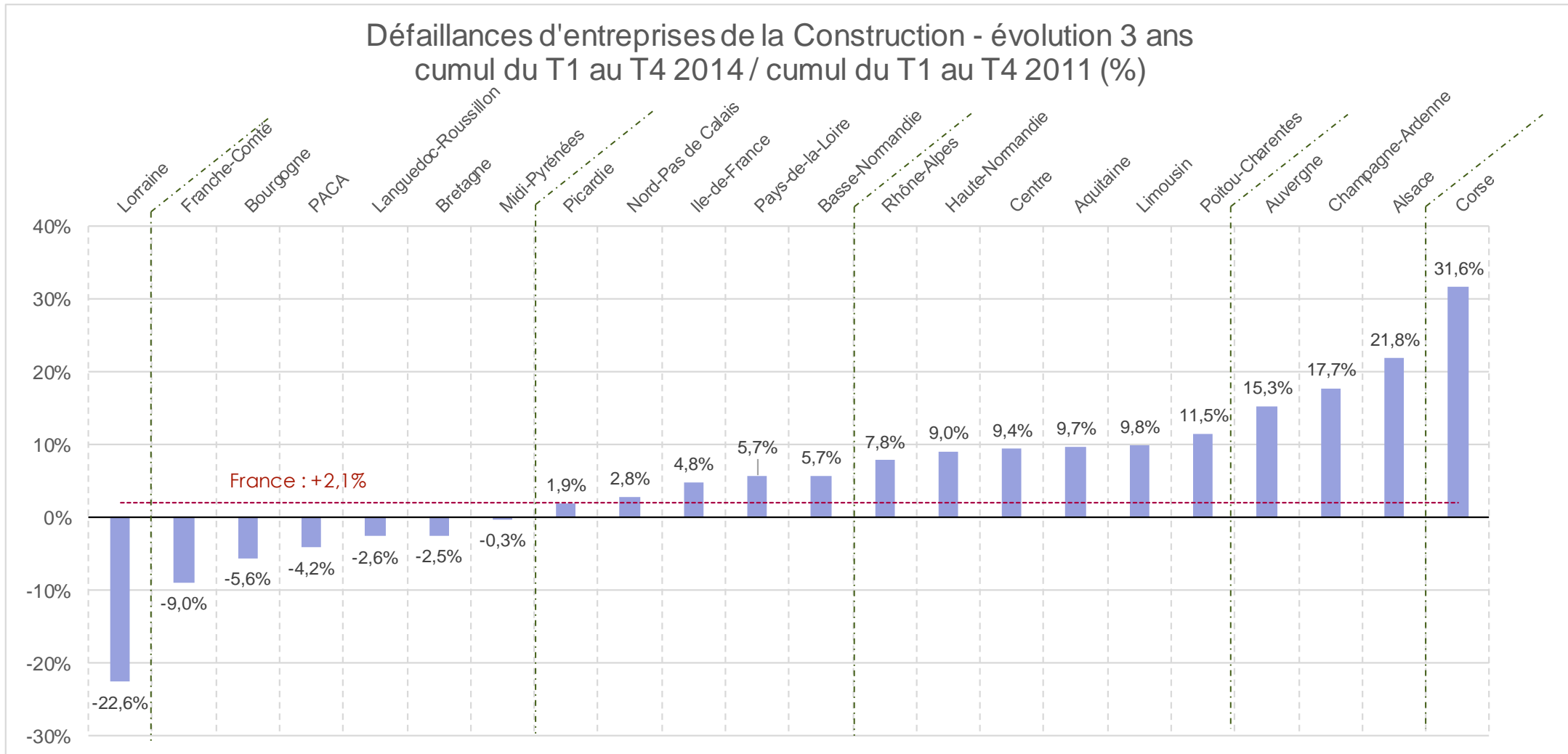
Source : Banque de France (données brutes)

Comment évoluent les défaillances d'entreprises ?



Source : Banque de France (données brutes)

Comment évoluent les défaillances d'entreprises ?

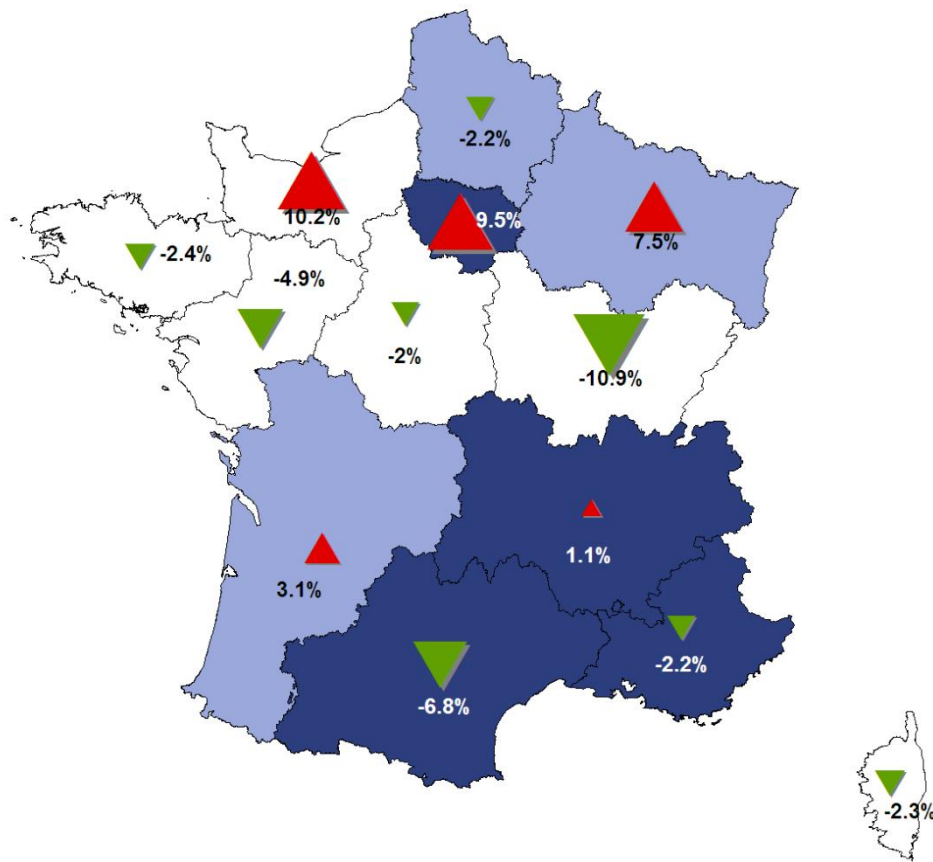


Source : Banque de France (données brutes)

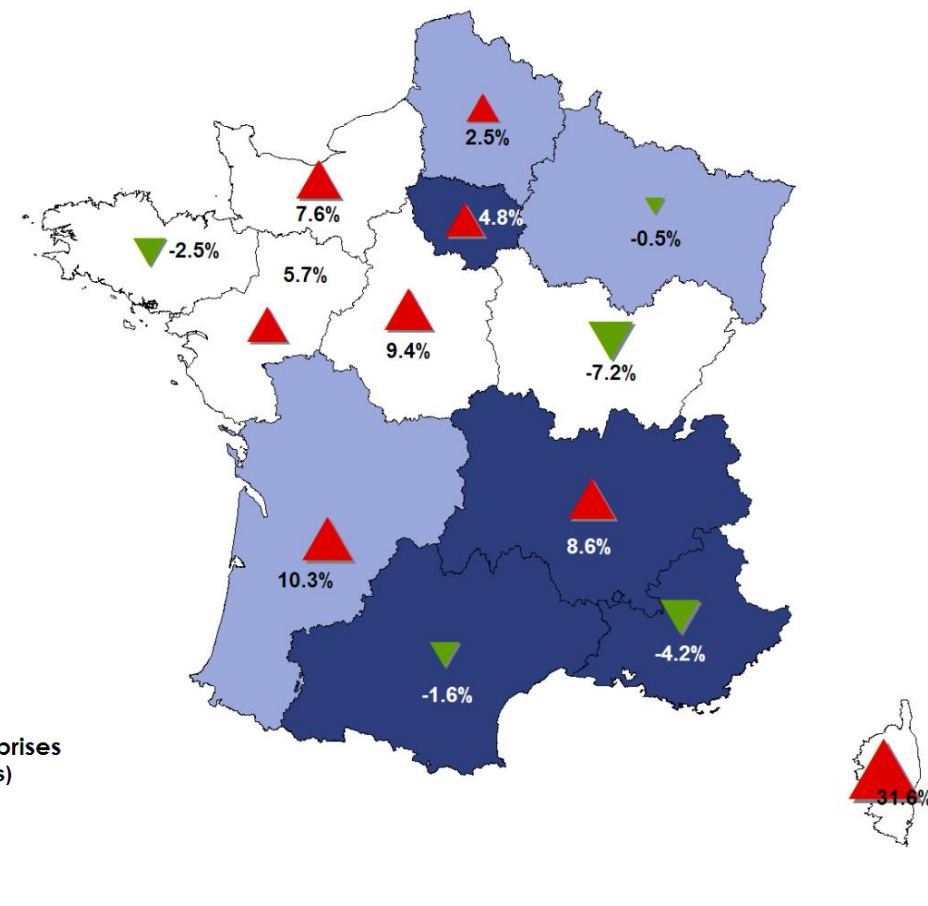
Comment évoluent les défaillances d'entreprises ?

Analyse selon les 13 nouvelles grandes régions
Défaillances d'entreprises en 2014

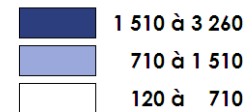
Evolution 1 an (2014/2013)



Evolution 3 ans (2014/2011)



Défaillances d'entreprises
(en nombre d'entreprises)



Source : Banque de France (données brutes)

Retrouvez les notes régionales du réseau des CERC



Alsace

CEBTP ALSACE
03-88-13-08-31
cebtp-alsace@i-carre.net
www.cebtp-alsace.asso.fr



Aquitaine

Cellule Economique du Bâtiment, des Travaux Publics et des Matériaux de construction d'Aquitaine - C.E.BA.TRA.M.A
05-56-98-25-73
contact@cebatrama.org
www.cebatrama.org



Auvergne

CERC Auvergne
04-73-43-15-13
cerc-auvergne@i-carre.net
www.cerc-actu.com - rubrique Auvergne



Basse-Normandie

CRIEC Basse-Normandie
02-31-85-44-71
criec.basse-normandie@wanadoo.fr
www.criec-bassenormandie.asso.fr



Bourgogne

ARIEC Bourgogne
-
ariec.bourgogne@gmail.com
www.cerc-actu.com - rubrique Bourgogne



Bretagne

Cellule Economique Régionale Bretagne
02-99-30-23-51
contact@cellule-eco-bretagne.asso.fr
www.cellule-eco-bretagne.asso.fr



Centre

CER BTP Centre
02-36-17-46-11
cerbtpcentre@gmail.com
www.cerbtp-centre.asso.fr



Champagne-Ardenne

Cellule Economique Régionale Champagne-Ardenne
03-26-70-81-85

www.cer-champagne-ardenne.fr



Corse

C.E.R.E.C.
04-95-51-79-44
stephane.vachet@developpement-durable.gouv.fr
www.cerec-btp.org



Franche-Comté

CRIC BTP
03-81-21-68-49
dcee.slbe.dreal-fr.comte@developpement-durable.gouv.fr
www.cerc-actu.com - rubrique Franche-Comté

Guadeloupe

Cellule Economique Régionale Guadeloupe
Une Assemblée Générale Constitutive est en phase de négociation afin de créer la CERC Guadeloupe.



Guyane

CE BTP Guyane
05-94-38-56-88
dbcerc.guyane@gmail.com
www.cerbtp.gf



Haute-Normandie

CERHN Construction
02-32-19-52-65
cerhn.construction@wanadoo.fr
www.cerc-actu.com - rubrique Haute-Normandie



Ile-de-France

Cellule Economique Régionale Ile-de-France
01-40-61-82-20
contact@cerc-idf.fr
www.cerc-idf.fr



Retrouvez les notes régionales du réseau des CERC



Languedoc-Roussillon

Cellule Economique Régionale Languedoc-Roussillon

04-67-65-08-83
cerbtplr@orange.fr
www.cerbtplr.fr



CELLULE ECONOMIQUE DU LIMOUSIN
Bâtiment - Travaux Publics

Limousin

Cellule Economique Régionale Limousin - C.E.L.

05-55-11-21-50
cellule.eco.limousin.btp@orange.fr
www.cerc-actu.com - rubrique Limousin



CERECO
Lorraine

Lorraine

CERECO Lorraine

03-87-62-81-44
cerclorraine@gmail.com
www.cerc-actu.com - rubrique Lorraine



Midi-Pyrénées

Comité Régional de Concertation du BTP et des Matériaux de Construction en Midi-Pyrénées - CRC BTP Midi-Pyrénées

09-65-31-69-75
contact@crctbp.fr
www.crcbtp.fr



Nord-Pas de Calais

Cellule Economique Régionale Nord-Pas de Calais

03-20-40-53-39
cernordpasdecalsais@i-carre.net
www.cercnordpasdecalsais.fr



Nouvelle-Calédonie

CELECO BTP - Cellule Economique du BTP de Nouvelle-Calédonie

00-687-27-79-44
contact@celecobtp.nc
www.celecobtp.asso.nc



Pays de la Loire

Cellule Economique Régionale du BTP des Pays de la Loire

02-51-17-65-54
contact@cerc-paysdelaloire.fr
www.cerc-paysdelaloire.fr



Picardie

Cellule Economique Régionale Picardie

03-22-82-25-44
cer-picardie@i-carre.net
www.cerc-actu.com - rubrique Picardie



Poitou-Charentes

Cellule Economique Régionale Poitou-Charentes

05-49-41-47-37
contact@cerc-pc.fr
www.cerc-pc.fr



Provence-Alpes-Côte d'Azur

Cellule Economique Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur

04-91-37-30-90
cerc.paca@i-carre.net
www.cerc-paca.fr



Réunion

Cellule Economique Régionale Réunion

02-62-40-28-16
cerbtp@i-carre.net
www.btp-reunion.net



Rhône-Alpes

Cellule Economique Rhône-Alpes - CERA

04-72-61-06-30
cera@cera-btp.fr
www.cellule-eco-rhone-alpes.asso.fr



